

Economie+ Gabon

& BUSINESS FINANCES

SAHELYS
ARCHITECTURE RESEAU - SYSTEME & NOUVELLES TECHNOLOGIES



Informer- Communiquer- Recruter- Fidéliser

Infoline : +241 01 77 85 68 / +241 04 83 00 04

PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION

Exemplaire gratuit, ne peut être vendu

L'ESSENTIEL

VIE ECONOMIQUE

La Banque mondiale aide le Gabon à diversifier son économie et à créer des emplois pour les femmes et les jeunes.



Un jeune entrepreneur gabonais à l'honneur aux USA.

Lire p.5

FOCUS



Enseigner aujourd'hui c'est mettre les élèves en activité.

Lire p.22

SOCIAL & SOLIDAIRE

Cœur et conscience : Une ONG internationale au cœur de la problématique des enfants défavorisés et maltraités s'implante au Gabon

Lancement officiel de la caravane de Cinéma en plein air Sponsoriser par Beaufort Lager Beer.

Lire p.25

SPORT ET LOISIRS

Moto Show Saison 2

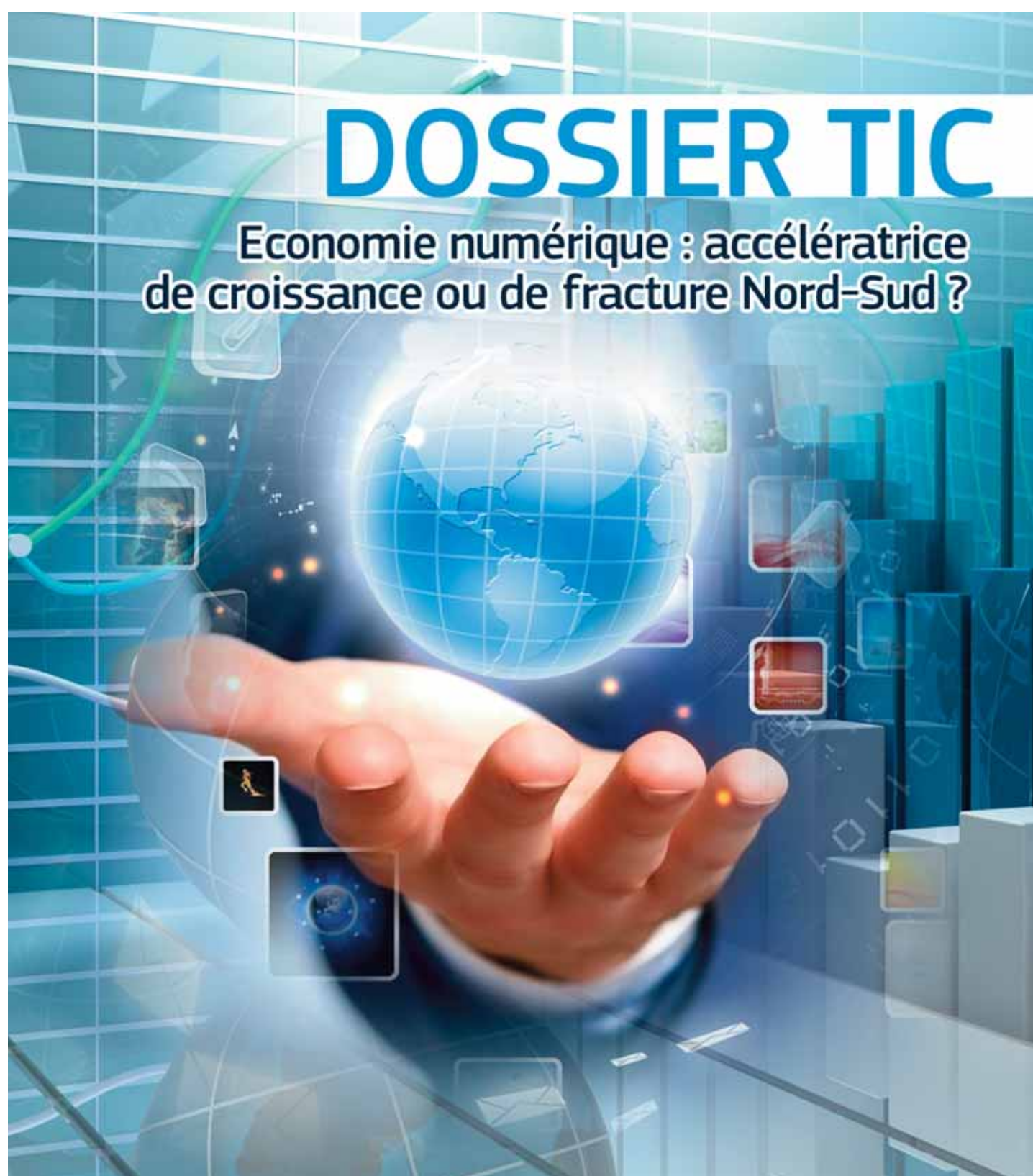


Lire p.28

CONSO & SANTÉ

Cinq conseils pour garder le moral à son retour de vacances.

Lire p.29



DOSSIER TIC

Economie numérique : accélératrice de croissance ou de fracture Nord-Sud ?

- IGTELECOM : Les TIC au service de l'inclusion sociale
- LA METROLOGIE AU GABON : Les principaux acteurs en parlent
- Edu-Gabon : Une plateforme technologique pour réduire la fracture numérique
- Première édition de la journée des Technologies Média Télécommunication : prédictions 2014
- SOGADIPH : Démocratiser le service de l'abonnement via des services de proximité

Lire p.9-19





AU COEUR DE VOTRE SECURITE



AU COEUR DE VOTRE SECURITE



La SGS met à votre disposition un système de sécurité électronique :
Evolutif, Flexible, Modulaire Fiable et Attractif.
**Télésurveillance avec : Bouton Panique + Transmetteur, Centrale
d'alarme et Bornes Infra rouges**

MONTRE GPS



BALISE NS 100



BORNES INFRAROUGES



SGS.

l'expérience au Service du Client

Contacts: 04 11 97 91/ 07 43 62 54/ 07 16 02 40
Mails: servicecommunicationsgs@gmail.com
sgsservicecommercial@yahoo.fr
Sgs.newtech@gmail.com



Sommaire N°32

VIE ECONOMIQUE

4-13

- La Banque mondiale aide le Gabon à diversifier son économie et à créer des emplois pour les femmes et les jeunes
- L'IGAD au cœur de la stratégie de Développement Agricole au Gabon
- Gabon Sprint Auto un concessionnaire auto moto
- La qualité de ses produits et le service après-vente, les secrets de la fidélité de sa clientèle
- Créative Business Cup (CBC), une compétition pour les jeunes créateurs et innovateurs gabonais !
- Un jeune entrepreneur gabonais à l'honneur aux USA

DOSSIER TIC

4-13

- Économie numérique: accélétratrice de croissance ou fracture Sud- Nord?
- IGTELECOM : Les TICs au service de l'inclusion sociale
- IPI9, l'opérateur qui a démocratisé l'utilisation d'internet dans les foyers gabonais
- Créative Business Cup (CBC), une compétition pour les jeunes créateurs et innovateurs gabonais !
- TECNOPOLE : La solution idoine contre la pollution de l'air
- « MOBILSERT », la trouvaille innovante de Sahelys
- SOGADIPH: Démocratiser le service de l'abonnement via des services de proximité.
- La BICIG à la pointe technologique des TIC
- Edu-Gabon : Une plateforme technologique pour réduire la fracture numérique
- Première édition de la journée des Technologies Média Télécommunication : prédictions 2014
- TIC GABON 2014 Qu'est ce qu'un nom de domaine ?
- LA METROLOGIE AU GABON
- Lancement officiel de Flooz, le transfert d'argent mobile de Moov Gabon

FOCUS

4-13

- Enseigner aujourd'hui c'est mettre les élèves en activité

DEVELOPPEMENT DURABLE

4-13

- L'écologisation de l'économie Africaine
- Le ROSCEVAC désormais institution de la CEEAC
- L'Afrique et l'économie verte
- Préparer et mettre en œuvre des mesures liées aux infrastructures souples
- 8e édition Afrique Alimentation à Cape-Town

SOCIAL & SOLIDAIRE

4-13

- Cœur et conscience Une ONG internationale au cœur de la problématique des enfants défavorisés et maltraités s'implante au Gabon
- Lancement officiel de la caravane de Cinéma en plein air Sponsoriser par Beaufort Lager Beer.

EMPLOI ET FORMATION

4-13

- 4ème édition de la journée d'intégration interuniversitaire
- Adéquation formation entrepreneuriat et autonomisation de la jeunesse africaine.
- Gabon : Une croissance économique soutenue et un faible taux de création d'emplois
- Les nouveaux défis pour le CAMES

SPORT & LOISIRS

4-13

- MOTO SHOW Saison 2
- Sobraga : Cinéma en plein air.

CONSO & SANTE

4-13

- Cinq conseils pour garder le moral à son retour de vacances
- L'Alimentation et ses vertus.
- Le Maroc, une plate tournante de l'Afrique

Édito

RENTREE ADMINISTRATIVE 2014-2015

Le Gabon à l'ère d'une économie dédiée au numérique génératrice des services et à relever les défis du futur

Renoncer au temps béni des vacances durant lequel on oublie le carcan des contraintes horaires n'est pas si facile. Cependant certaines perspectives contrebalancent largement cette difficulté, comme celle de retrouver les dossiers en attente, les partenaires pour consolider leurs relations et définir les nouvelles stratégies de développement axées essentiellement sur le développement du numérique censé contribuer à combattre l'économie rentière. Nouveaux clients démarchés, anciens dossiers bouclés, projets avancés... Pour ne pas se sentir largué, mieux vaut prendre une ou deux heures pour faire le point avec ses collègues et étudier les affaires en cours.

La reprise du travail ne nous oblige pas à oublier nos bonnes résolutions des vacances. Vous vous étiez remis au sport, vous aviez rattrapé votre quota de sommeil en vous couchant tôt, vous aviez arrêté de fumer... Continuez le reste de l'année! Non seulement vous n'aurez pas l'impression que vos efforts déployés pendant les vacances auront été vains, mais ils vous permettront de vous détendre et d'être moins stressé au bureau. Pour faciliter la transition, vous avez certainement profité des derniers jours de vacances pour vous recalcr progressivement sur un rythme professionnel qui sera intense en 2014-2015. Parce qu'il s'agit de mettre en place de nouvelles stratégies de développement pour relever les défis du futur.

Pointe à l'horizon, des rencontres importantes entre opérateurs économiques du Gabon et leurs homologues d'Afrique, d'Occident et d'Asie telles que celle qui aura lieu le 24 septembre prochain à Libreville, avec des hommes d'affaires du Royaume chérifien. Une suite logique à l'offensive économique marocaine en Afrique subsaharienne dirigée par le roi Mohammed VI. En effet, dans un panorama économique si enviable de l'Afrique au sud du Sahara, le Gabon propose aussi des indicateurs économiques encourageants et favorables aux investissements directs extérieurs. D'où cette délégation de 83 entreprises marocaines spécialisées dans les secteurs de l'électricité, de l'électronique et des énergies renouvelables est attendue incessamment à Libreville. Elle est conduite par le Ministre du Commerce Extérieur du Maroc et encadrée par le Centre Marocain de Promotion des Exportations et la FENELEC « *Fédération Nationale de l'électricité et de l'électronique* »

Au titre des activités de votre périodique Economie Gabon+, nous nous attacherons donc à repérer et à porter à la connaissance des dirigeants et leaders d'opinion du Gabon et d'Afrique, les secteurs d'activités économiques qui concourent à la diversification de l'économie gabonaise. Il n'est pas fortuit que notre premier dossier de cette rentrée administrative soit consacré aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Le Gabon a érigé le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) au rang de ses priorités dans le cadre de son plan stratégique « *Gabon émergent* ». Faire du Gabon un acteur de l'économie numérique sur le continent africain et un hub régional capable d'accueillir des entreprises du secteur : telle est l'ambition clairement affichée par les autorités de notre pays à revenu intermédiaire qui cherche à diversifier son économie et diminuer sa dépendance à l'égard du pétrole.

Economie Gabon+, fidèle à sa vocation, a donné la parole aux dirigeants d'entreprises des services, passionnés par les métiers des TIC, pour vous présenter leurs dernières innovations dans ce secteur d'avenir. Nous profitons également de cette occasion pour annoncer à nos annonceurs et à nos lecteurs le deuxième dossier qui paraîtra en octobre et dont le thème portera sur les « *Transports et la logistique* », un secteur important pour atteindre l'Emergence à l'orée 2025. Bonne rentrée 2014-2015 !

La Rédaction

Ce n'est qu'un au revoir à notre collaboratrice Anna Kane

Me Anna Kane nous quitte pour de nouveaux challenges. Toute l'équipe s'accorde à dire qu'elle a su nous faire partager sa grande expérience et sa passion de la presse écrite et de la communication dans le rédactionnel, le commercial, le travail d'équipe et les relations humaines. Grande fut notre surprise de constater qu'elle maîtrise bien le domaine de la technologie de pointe du secteur de l'automobile et du pétrole tels que le bobinage des moteurs électriques, les moteurs à injections électroniques, les

têtes perforatrices des puits de forage en milieux pétroliers. Elle est aussi à l'aise lorsqu'elle discute avec les professionnels des domaines tels que le développement durable, l'aéronautique, la mode, la grande distribution, la littérature, la philosophie et bien d'autres. C'est le résultat de sa grande curiosité, une qualité dans la profession de la presse et de la communication. Bourreau de travail, elle était toujours la dernière à quitter le bureau... Pour nous, les jeunes qui avons travaillé à ses côtés, c'est une sorte de coup de claque et

aussi un modèle de courage, de ténacité. Son pragmatisme et son tempérament de fonceuse sont les qualités les plus marquantes que nous devons nous approprier pour relever les grands défis de demain dans un monde aussi compétitif que le nôtre. Elle a dirigé avec un grand dévouement l'équipe du journal durant une année.

Nous lui souhaitons bon vent dans ses nouveaux projets au Gabon : Que le tout puissant, le Dieu miséricordieux lui accorde toute sa bénédiction !



GESTION ET ADMINISTRATION :
Gérant : Philippe Chandezon
pchandezon@economie-gabon.com

Directeur de la publication :
Philippe Chandezon

Comité de rédaction :
Neltch NARGO, PAMBO MOUSSOUNGOU, Annie-Laure CORDIER,
Paul ESSONO BEKALE, Siméon MINKA, Ivan Stincy RIGNAULT

Correspondant Royaume-Uni : Blanche Matchanga
contact@economie-gabon.com

Correcteur / Rewriter : Emmanuel Douho
contact@economie-gabon.com

Responsable Multimédia : Annie-Laure Cordier
Tél : +241 04 79 49 05
contact@economie-gabon.com

Responsable Réseau de distribution
Libreville et Port-Gentil :
Louis Georges Agondjo
contact@economie-gabon.com

Rédacteur en chef éditoriale :
Neltch NARGO

Correcteur/ Rewriter :
Rodrigue NDONG

Publicité & Marketing :
Bruno FRETTE
Sentiment NGWA

Directeur artistique : Thomas Ouedraogo
Infographie & montage : ©Studio Araignée Sarl

Impression : Multipress Gabon D 5280/13
Tirage : 10 000 exemplaires

Informations Légales :
MOBILITY MEDIA AFRICA Société éditrice de : Economie Gabon+
Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM N°2010B09428
Numéro statistique : 771 619 H
Récépissé de déclaration de constitution d'un organe de presse :
N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 juin 2010

Siège social : immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Site Internet : www.economie-gabon.com
Facebook : facebook.com/economiegabon.plus
Twitter : twitter.com/EconomieGabon

MAROC

Le Maroc, plaque tournante de l'Afrique

Le Maroc est l'une des économies les plus dynamiques d'Afrique et une des plaques tournantes de l'économie africaine. Un positionnement qui en fait un acteur clé dans la coopération entre l'Europe et l'Afrique et dans les relations entre le continent et le reste du monde. Les récentes et longues tournées africaines 2013-2014 du roi Mohamed VI (Sénégal, Mali, Guinée, Côte d'Ivoire et Gabon) présument des grands enjeux économique, financier, diplomatique, géostratégique, culturel et spirituel du Royaume chérifien en Afrique subsaharienne.

Par Neltoth

Le Royaume du Maroc a été pressenti depuis la fin des années 80 lors de Lomé IV pour jouer le rôle de facilitation pour les investissements de l'Union Européenne (UE) dans une Afrique subsaharienne qui peine à décoller économiquement à cause de son grand déficit démocratique et de bonne gouvernance. Le Maroc devrait également être la première barrière frontalière de l'Europe afin de freiner la vague des immigrants africains vers l'UE. Jouissant d'un emplacement stratégique exceptionnel, il se situe aux carrefours des continents africain, européen et américain. Cette position géostratégique lui confère un atout certain pour inscrire durablement ses ambitions de développement et de croissance et affirmer son rôle de plateforme d'échange et d'ouverture pour l'ensemble des pays africains.

D'où la capitalisation de son ouverture sur le monde et particulièrement sur l'Europe à travers des accords de libre-échange et de partenariat économique avec plus de 56 pays dans le monde, soit un marché de plus de 1 milliard de consommateurs (Association Européenne de Libre-Échange –AELE- : Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse ; Accord d'association Maroc-UE ; Accord de Libre-Échange entre le Maroc et les EUA ; Grande zone arabe de libre échange ; ALE Bilatéraux avec les Emirats Arabes Unis –EAU- ; Accords préférentiels limités avec la République de Guinée, Tchad, Sénégal, Algérie, Libye, Mauritanie). Les ambitions du Royaume chérifien à travers son rôle de facilitateur et ses réformes institutionnelles, économiques et humaines lui ont permis de générer des résultats positifs, notamment en matière d'amélioration continue du climat des affaires (le Royaume du Maroc s'est hissé sur 189 pays de la 130^e en 2009 à la 87^e position en 2014).

Le Maroc, un acteur majeur de la coopération triangulaire

Parallèlement, les politiques sectorielles mises en œuvre pour moderniser le tissu productif marocain et renforcer la compétitivité de l'offre industrielle et des services sur les marchés internationaux ont permis au Maroc de s'intégrer dans les chaînes de valeur au niveau mondial et de permettre à ses produits de se trouver une place sur plusieurs continents mais principalement sur le marché de l'UE. Quant à ses relations commerciales avec l'Afrique subsaharienne, le Royaume du Maroc confirme son engagement africain en entamant des négociations avec des groupements économiques régionaux africains tels que l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA), la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC) et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour la conclusion d'accords préférentiels et de libre-échange.

Le Maroc a vite compris et a fait une lecture intelligente des enjeux géoéconomique et géostratégique de ses ambitions vers l'Afrique subsaharienne, le nouveau monde grâce à sa croissance et ses potentialités. Il a aussi consolidé ses fondamentaux économiques, son tissu productif, la compétitivité de ses entreprises, son environnement des affaires, son capital humain en termes de qualité et de performance, et organisé des opérations de promotion à destination des pays africains au sud du Sahara.

En effet, alors que les économies développées peinent à dépasser les 1% ou 2 %, la croissance de l'Afrique subsaharienne dépasse les 4,5% en moyenne depuis 2008. Elle est devenue la destination privilégiée pour les investisseurs. Selon le rapport « *Perspectives Économiques en Afrique de la Banque Africaine de Développement (BAD)*, le continent a connu une croissance de 4,5 % en 2012. Elle a passé le seuil des 5% en 2013 ». Et selon les estimations du Fonds Mo-

nétaire International (FMI), du 21 janvier 2014, l'Afrique subsaharienne est de toutes les régions du monde, celle dont le taux de croissance connaîtra la plus forte accélération, passant de 5,1 % en 2013 à 6,1 % en 2014, un taux assez peu éloigné des 6,7 % prédits à l'Asie émergente. Seule l'Afrique du Sud devrait afficher une croissance très moyenne sur le continent, avec 1,8 % en 2013 et 2,8 % en 2014.

Le Gabon, un meilleur risque-pays pour les investisseurs

Plus que jamais, l'Afrique offre de nombreuses opportunités dès lors que selon « The Economist », le pouvoir d'achat des Africains devrait doubler dans les dix prochaines années (l'Afrique comptera 1,4 milliard d'habitants en 2025 et 2,1 milliards en 2050). En 2020, les prévisions des institutions économiques internationales et continentales indiquent que ce seront 128 millions de foyers qui posséderont un revenu discrétionnaire et les dépenses de consommation seront de 1.400 milliards de dollars américain. Enfin de 1.600 milliards USD en 2008, le PIB continental devrait atteindre 2.600 milliards USD en 2020.

Dans ce panorama si enviable, le Gabon propose aussi des indicateurs économiques encourageants et favorables aux investissements directs extérieurs. Jouissant d'une grande stabilité politique et sociale, d'une grande stabilité monétaire avec le FCFA indexé à l'euro, d'un meilleur risque-pays de la zone Cemap avec une note B** et une note C pour l'environnement des affaires, possède des atouts économiques solides. Avec environ 6% de croissance annuelle et une prévision de 7,4% sur la période 2013-2015, le Gabon offre de nombreuses opportunités, en particulier dans le secteur hors pétrole en croissance depuis 2011 de +9,6%. D'où l'intérêt sans cesse croissant des hommes d'affaires marocains pour le Gabon. Pour preuve, une délégation de 83 entreprises marocaines spécialisées dans les secteurs de l'électricité, de l'électronique et des énergies renouvelables est attendue à Libreville le 24 septembre prochain. Elle est présidée par le Ministre du Commerce Extérieur du Maroc et encadrée par le Centre Marocain de Promotion des Exportations et la FENELEC (Fédération Nationale de l'Électricité et de l'Électronique).

Une logique d'expansion économique

Les mobiles de l'offensive économique du Royaume chérifien qui, dès l'investiture en 1989 de Mohammed VI au trône, a investi en Afrique subsaharienne environ 3 milliards de dollars, s'expliquent principalement par des enjeux économique et financier. En effet, le Royaume du Maroc a enregistré, durant ces dernières années, une balance commerciale déficitaire de l'ordre de 125 milliards de Dirham (1 DH =

60 FCFA), soit 7.500 milliards de FCFA. Mécaniquement cela signifie que l'importation s'est considérablement accrue par rapport à ses exportations vers ses partenaires séculaires. Par conséquent, le Royaume du Maroc se voit dans l'obligation de rétablir les équilibres macroéconomiques par une redistribution de sa balance commerciale. Et cette redistribution ne peut se faire qu'au profit de l'Asie, de l'Amérique du Sud et de l'Afrique qui vient en 4^e position avec 7,5% des échanges globaux du Maroc.

Le Maroc est de plus en plus installé dans la plupart des pays africains

Partant, le Royaume chérifien a mis l'accent sur sa position stratégique à la frontière avec l'Europe, pour se positionner comme un acteur clé dans la coopération entre l'Europe et l'Afrique et dans les relations entre le continent et le reste du monde. Dans cette perspective, le Maroc est de plus en plus installé dans la plupart des pays du continent grâce aux investissements de ses entreprises, de ses banques et de ses acteurs économiques.

Très présents au Maroc, de nombreux groupes français ont considéré le Royaume comme un relais dans leur stratégie de conquête des marchés subsahariens. Mais, peu à peu, ce sont les entreprises marocaines, publiques (à l'image de l'Office national de l'électricité, ONE) puis privées, qui ont développé leurs activités au sud du Sahara avec comme cibles prioritaires les pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (Cemac) et ceux de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Banques, assurances, BTP, technologies de l'information et de la communication (TIC) et transport aérien, sont les secteurs ciblés par les entreprises marocaines, l'extension africaine de la Royal Air Maroc (RAM) et de Maroc Télécom étant deux exemples emblématiques de cette recherche de nouveaux débouchés.

D'autres acteurs sont aussi porteurs du positionnement marocain en Afrique à l'image d'Attijariwafa Bank et de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE) pour les banques ou encore du groupe Alliances qui a obtenu plusieurs contrats importants pour la construction de logements sociaux en Afrique de l'Ouest. Le Royaume chérifien tient désormais le filon et la confiance des pays et peuples africains pour réussir une coopération Sud-Sud gagnant-gagnant. Comme l'a si bien rappelé le souverain marocain, « *l'Afrique est un grand continent par ses forces vives, ses ressources et ses potentialités. Elle doit se prendre en charge. Ce n'est plus un continent colonisé, c'est pourquoi l'Afrique doit faire confiance à l'Afrique* ».

INDUSTRIE
ÉLECTRIQUE
ÉLECTRONIQUE
ÉNERGIES RENOUVELABLES
Du Maroc

MADE IN
MOROCCO

« Action Lumière » offre de nombreuses opportunités d'affaires pour les entrepreneurs africains.

Plus de 85 entreprises marocaines seront présentes pour partager leurs expériences et initier ou développer des relations commerciales et d'investissement avec vous.

Les secteurs représentés seront : l'industrie, électrique, électronique et énergies renouvelables.

Rejoignez la dynamique des échanges intra-africains. Participez à ces rencontres d'affaires et tirez profit de ces nouveaux courants d'échanges avec le Maroc.

ACTION LUMIERE
POUR UN PARTENARIAT
GAGNANT GAGNANT



POUR PLUS D'INFORMATIONS, MERCI DE CONTACTER :

M. BENYAHIA
benyahia@marocexport.gov.ma

M. NACER
nacer@marocexport.gov.ma

GABON
Libreville

24
SEPTEMBRE

Maroc
Export

Fenelec
FÉDÉRATION NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DE L'ÉLECTRONIQUE



AGRICULTURE

L'IGAD au cœur de la stratégie de développement agricole au Gabon

Le nouveau Directeur Général de l'IGAD (Institut Gabonais d'Appui au Développement), Pascal Pommarel, a effectué une tournée à travers le Gabon afin de prendre la mesure du travail que l'Institut abat sur le terrain. Nous vous proposons un résumé de ce qui se fait en ce moment à l'IGAD comme formation au métier d'agriculteur avec l'aide de M. Michel Assoum Obiang, chef de la composante formation professionnelle du PRODIAG (Projet de Développement et de l'Investissement Agricole au Gabon).

Par Pambo Moussoungou

Le nouveau Directeur Général de l'IGAD (Institut Gabonais d'Appui au Développement), Pascal Pommarel, a effectué une tournée à travers le Gabon afin de prendre la mesure du travail que l'Institut abat sur le terrain. Nous vous proposons un résumé de ce qui se fait en ce moment à l'IGAD comme formation au métier d'agriculteur avec l'aide de M. Michel Assoum Obiang, chef de la composante formation professionnelle du PRODIAG (Projet de Développement et de l'Investissement Agricole au Gabon).

L'IGAD a signé une convention avec l'ONG Alizée dans le cadre du projet « On mange Locale » pour la formation de 20 candidats sur une plateforme « or vert ». Ces derniers vont être formés sur les techniques de maraîchage dans les zones de Kougouleu et de Ntoun. La formation dure 2 semaines. L'apprentissage est aussi bien théorique que pratique. Une autre convention a été signée avec le cabinet MG Consulting pour la formation de 15 futurs producteurs dans la ville de Tchibanga. Cette formation concernera également le do-



maine maraîcher. Plusieurs autres formations sont en cours à Libreville ainsi qu'à l'Intérieur du pays pour contribuer au développement de l'agriculture.

Un nouveau module va être mis en place dès le mois de septembre, il concerne la gestion des exploitations. En effet, c'est la rentabilité qui va soutenir la pérennité de l'exploitation. Car le constat a été fait que bien que maîtrisant

la technique de l'exploitation agricole, il est souvent difficile pour les exploitants agricoles de la rentabiliser. Il faut en effet maîtriser l'environnement juridique de l'agriculture au Gabon. En sus, il faut que les exploitants agricoles sachent tenir les comptes, avoir un journal de compte pour savoir ce qu'ils dépensent, ce qu'ils consomment et quel est réellement leur bénéfice. Voilà vers quoi ils vont être désormais conduits.

BUSINESS

Un jeune entrepreneur gabonais à l'honneur aux USA

Invité par le président des Etats Unis, Barack Obama, dans le cadre du programme YALI (Young African Leadership Initiative), Willy-Conrad Asseko (29 ans), chef d'entreprise gabonais, a bénéficié, parmi les 500 jeunes leaders africains sélectionnés par la Maison Blanche, d'une formation intensive de 6 semaines en gestion d'entreprise et au leadership dans l'une des universités les plus prestigieuses au monde. Le YALI programme incarne l'engagement du président Obama à investir dans l'avenir de l'Afrique.

Par Siméon Minka



Sélectionnés parmi près de 50.000 souscriptions, les 500 boursiers de la Maison Blanche, répartis par groupe de 25 dans 20 grandes universités américaines, représentent la promesse extraordinaire d'une nouvelle génération d'entrepreneurs africains. Le groupe d'âge de ces lauréats varie entre 25 et 35 ans. Le jeune entrepreneur gabonais a reçu sa formation dans la prestigieuse Université de Yale. Comme beaucoup d'autres jeunes sélectionnés par la Maison Blanche, Willy-Conrad Asseko a fait ses preuves dans le leadership au Gabon. Il a su démontrer son engagement à contribuer à la construction de la communauté des jeunes entrepreneurs africains. Il en est de même des autres participants originaires de 49 pays africains qui, malgré leur jeunesse, sont, ou diplômés d'universités (48%), ou salariés d'une institution non gouvernementale (25%), ou chefs d'entreprises (39%) comme Willy-Conrad Asseko, Directeur Général d'une société de transports spécialisée dans la location de véhicules et la conciergerie d'hommes d'affaires.

Contribuer à la démocratie économique au Gabon

Durant notre entretien, le jeune entrepreneur nous a confié qu'il était particulièrement motivé par l'impact que YALI pourrait avoir sur d'autres jeunes Gabonais à travers les actions qu'il a déjà commencé à poser dès son retour au Gabon. « Lorsqu'on parle de notre pays, on constate qu'une génération a contribué à son indépendance. Une autre génération a travaillé à l'instauration de la démocratie au Gabon. Je souhaite, avec et comme beaucoup d'autres jeunes Gabonais, appartenir à la génération qui va contribuer à l'avè-

nement de la démocratie économique au Gabon. Je refuse d'appartenir à une jeunesse dite sacrifiée. C'est la raison pour laquelle j'ai opté pour la prise d'initiatives. ».

Conscient de ce que personne ne peut réussir seul, Willy-Conrad Asseko compte sur l'appui d'autres jeunes Gabonais qui travaillent sur différents projets avec lui, mais aussi sur les conseils des anciens, avec qui les plus jeunes hélas ont perdu l'habitude d'échanger. Lorsqu'il se rend compte du parcours de vie de nombreux jeunes comme lui et de ce qu'ils ont déjà réalisé, il se dit qu'il lui reste beaucoup à faire pour son pays.

Il a par ailleurs compris la nécessité du changement de mentalité pour réussir à poser les jalons d'une véritable classe d'hommes d'affaires gabonais et d'une classe moyenne dynamique. Il avoue par ailleurs avoir été impressionné durant son séjour par Marcel Mutsindashyaka, un jeune Rwandais qui a survécu au génocide de 1994 et qui est aujourd'hui un jeune entrepreneur très prometteur dans son pays.

Quid du profil de Willy-Conrad Asseko ?

Après l'obtention de son diplôme d'ingénieur Télécom à l'université des sciences appliquées de Dortmund (Allemagne) en juin 2010, Willy-Conrad Asseko, boursier du gouvernement gabonais, décide de rentrer au pays afin d'y trouver un emploi et de contribuer ainsi à rendre au Gabon ce qu'il lui avait donné. N'ayant trouvé aucun emploi dans son domaine professionnel, il s'engage auprès d'un cabinet d'accompagnement juridique de Libreville et aide celui-ci à s'occuper des besoins logistiques de ses clients (hommes d'affaires étrangers et locaux, investisseurs). Constatant que le Gabon était une terre d'opportunités, il décide alors de structurer une entreprise locale. C'est ainsi que, en reprenant à son compte la société « Les Transports Citadins (LTC) » depuis 4 ans, Willy a travaillé jour après jour pour faire de LTC un one-stop-shop pour les besoins logistiques d'hommes d'affaires au Gabon. Ayant eu l'entrepreneuriat comme réponse à son chômage, l'homme d'affaires qu'il est devenu encourage les jeunes Gabonais à transformer leurs rêves en projets. Il est membre fondateur, actuel Secrétaire Général et porte-parole de l'association Agir Pour une Jeunesse Autonome (APJA) dont l'objectif est de faire la promotion de l'entrepreneuriat. Avec l'APJA, il a par ailleurs travaillé sur une levée de

fonds de 587 millions de FCFA auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour la mise en place du premier incubateur d'entreprises gabonaises multisectorielles en partenariat avec le gouvernement gabonais.

Passionné de sport, cet ancien international de basketball motive, à travers l'association Basketball Academy Club (BAC) dont il est le président,

les jeunes à transformer leur discipline sportive en discipline scolaire. Avec « Les Experts Libreville » (nom de l'équipe opérationnelle de BAC), il a initié un programme de réhabilitation de plateaux sportifs entièrement financé par le président de la République Gabonaise et un programme de cours de soutien à 50 enfants (filles et garçons) en partenariat avec différents opérateurs économiques locaux.



**INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ECONOMIQUES COMMERCIALES
DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
(I.S.S.E.C-I.C.)**
Tél. : (241) 07289237 / 07366773 / 05720032
Email : isseclibreville@yahoo.fr
Site web : www.issec-gabon.com



« L'excellence au service du développement »

- Classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques
- DUT/BTS/DTS
- Licence professionnelle
- Master professionnel



GRAND PRIX DE L'EXCELLENCE

Priorité à la jeunesse entreprenante

C'est à l'initiative de Son Excellence, le Président de la République Gabonaise, Ali Bongo Ondimba, que ce Grand Prix a été mis en place. La compétition se subdivise en deux principales catégories. Il y a la catégorie « Action » qui va être menée sous la direction de l'ONG Junior Achievement Gabon, l'un des principaux partenaires. La seconde catégorie sera par contre pilotée par l'Agence pour la Promotion des Investissements et des Exportations (APIEX).

Par Pambo Moussoungou

Le critère de sélection de ce Grand Prix de l'Excellence se subdivise en deux catégories. La catégorie « Action » concerne le porteur de projet de nationalité gabonaise dont l'âge va de 20 à 40 ans et ayant plus de deux ans d'activité. Les candidats peuvent être des résidents au Gabon ou à l'étranger. Le niveau éducatif est non requis. L'attribution de fonds se fera selon cinq catégories et un Grand Prix sera attribué à l'entrepreneur ou aux cohortes d'entrepreneurs au regard de la solidité

de leur projet ainsi que de l'accompagnement du Directeur ou d'un représentant de l'équipe dans un incubateur en Afrique du Sud. Il faut retenir que les critères de sélection sont la faisabilité et la rentabilité du business plan, le potentiel de croissance, le potentiel de création d'emplois, l'innovation (que ce soit dans les domaines organisationnel, marketing et ou technologique), les forces de l'équipe et enfin l'impact social et environnemental. Les juges seront choisis dans le milieu des affaires et dans

le secteur social avec un minimum de 15 ans d'expérience. Ils attendront de la part des participants des projets innovants, répondant à un besoin de la société.

Des critères de sélection des plus exigeants

La catégorie « Espoir » est portée par le Ministère de la Promotion des Investissements, des Infrastructures, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire (MPIIHAT), à travers le Projet de Promotion de l'Investissement et de la Compétitivité (PPIC). Elle concerne tout porteur de projet gabonais de 18 à 40 ans. Le panel de sélection est composé de dix membres au maximum. Il comprendra des experts indépendants venant des secteurs privés et publics tels que les représentants des banques commerciales, les entrepreneurs ayant réussi, les professionnels de l'industrie, les membres de Chambre de Commerce, le Patronat les Ministères sectoriels. Cette catégorie a des critères de sélection un peu différents de la précédente catégorie. Ces critères sont la faisabilité et la ren-

tabilité du projet, la clarté et la concision de la rédaction du business plan, les idées innovantes, les capacités entrepreneuriales, la création d'emploi et le marché cible clairement défini et les moyens pour l'atteindre.

L'appel à candidature a débuté le 1er septembre 2014 et la date de sélection des dossiers est fixée au 30 septembre. La remise des Awards sera placée sous le haut patronage du chef de l'Etat le 4 ou le 5 décembre selon sa disponibilité. La prise en charge des différents lauréats se fera à partir de janvier 2015.

Dans chaque catégorie, c'est au total 15 projets qui seront récompensés à la différence du montant des récompenses. Pendant que la récompense en catégorie Action suivra une logique de position. Pour la catégorie Espoir, les fonds seront alloués selon le potentiel et les besoins de chacun des 15 projets sélectionnés avec un plafond défini de 30 millions de FCFA par projet. Ils seront mis à disposition selon la procédure définie par la Banque Mondiale.

OHADA

Un instrument juridique de sécurisation des affaires ?

Après vingt ans d'existence, l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA) demeure l'une des expériences d'intégration juridique les plus abouties. Mais a-t-elle pleinement rempli ses objectifs pour faire de l'Afrique un pôle de développement sécurisé ? La réponse dans cet article.

Après vingt ans d'existence, l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA) demeure l'une des expériences d'intégration juridique les plus abouties. Mais a-t-elle pleinement rempli ses objectifs pour faire de l'Afrique un pôle de développement sécurisé ? La réponse dans cet article.

Si l'Afrique attise aujourd'hui bien des convoitises, ils étaient peu nombreux à parier sur son potentiel économique, quand, en 1993, une poignée de visionnaires (les Etats de la zone franc CFA, rejoints par les Comores et la

Guinée) décidèrent de doter les pays d'Afrique Centrale et de l'Ouest, d'une législation commune, facilitant les échanges et les investissements notamment étrangers et garantissant la sécurité juridique et judiciaire des activités des entreprises. Le droit de l'OHADA est ainsi utilisé pour propulser le développement économique, à travers une législation moderne adaptée aux nouveaux défis de l'économie, et créer un vaste marché intégré susceptible de faire de l'Afrique un « pôle majeur de développement ».

Une cour d'arbitrage unique

Pour réaliser ces objectifs, l'OHADA s'est dotée d'un système institutionnel structuré autour d'une Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement et d'un Conseil des Ministres, mais surtout d'une Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), qui constitue l'unique expérience réussie de transfert de souveraineté judiciaire dans le monde. Gardienne de l'interprétation et de l'application uniformes du droit OHADA, elle assure une double fonction.

Consultative, en rendant des avis lorsqu'elle est sollicitée par un Etat partie, le Conseil des Ministres ou les juridictions nationales. Contentieuse, en prononçant des arrêts de cassation contre les décisions prises par les juridictions nationales en matière de droit harmonisé, à l'exception des décisions appliquant des sanctions pénales (art.14 du traité). Elle est par ailleurs

seule compétente pour accorder ou refuser l'exequatur aux sentences arbitrales, qui donne force exécutoire sans possibilité de recours (art.25 du traité). Le moyen de promouvoir l'arbitrage comme instrument de règlement des différends contractuels.

Un cadre juridique sécurisé

Depuis sa création, l'OHADA compte à son actif neuf Actes uniformes déjà entrés en vigueur dans les Etats parties, qui créent un cadre juridique sécurisé que réclament les investisseurs internationaux. Ces actes uniformes portent sur le droit commercial général, les sûretés, les sociétés commerciales et les groupements d'intérêt économique, l'organisation et l'harmonisation de la comptabilité des entreprises, les procédures simplifiées de recouvrement et les voies d'exécution, la procédure collective d'apurement du passif, le droit de l'arbitrage, les contrats de transport de marchandises par route et le droit des sociétés coopératives.

Deux actes uniformes ont été récemment révisés, ceux sur les sûretés et le droit commercial général. Parmi les innovations apportées, figurent l'introduction du gage sans dépossession et la création du statut d'entrepreneur, inspiré de notre statut d'auto-entrepreneur. Une harmonisation sur le droit international propice à rassurer les entrepreneurs et qui a permis de multiplier par six l'investissement étranger direct, au cours de la dernière décennie.

Un engagement trop formel

Pour autant, cette tentative trouve aussi ses limites en restant trop formelle et pas suffisamment ancrée dans le quotidien des acteurs économiques africains. On ne peut ainsi parler d'espace judiciaire OHADA, puisque les jugements autres que ceux de la Cour de Justice et d'Arbitrage, ne sont exécutoires que dans les Etats où ils ont été rendus. Les Etats membres et les institutions de l'organisation doivent également se concentrer davantage sur les actes existants, afin de s'assurer que ceux-ci soient effectivement appliqués avant d'envisager de légiférer de nouveau. Une étape importante pour donner une existence concrète à ce droit qui doit par ailleurs être servi par des appareils judiciaires inspirant confiance et se voir offrir une dimension continentale grâce à une extension aux pays anglophones, qui reste à ce jour très hypothétique.

Si en vingt ans de nombreux progrès ont été accomplis, le développement économique du continent et la sérénité de la vie des affaires appellent à ne pas relâcher la garde et à poursuivre dans la voie d'une harmonisation des pratiques au service de la performance des entreprises et de l'émergence d'un vaste marché bâti sur la base de la sécurité juridique.

Source : www.LesEchos.fr

B.R Sarl, une structure leader du Forex trading



M. Yves Mapakou, Pdg

gées des devises internationales. C'est en fait un marché interbancaire, qui a été créé en 1971, lorsque le commerce international est passé du régime de taux de change fixe au régime de taux de change flottant. En raison de son volume et de sa liquidité, le marché FX est devenu aujourd'hui le marché financier le plus large et le plus important au monde. Dans ce cadre, B.R Sarl est le représentant de la société américaine Fortune FX Trade Company. Dans la pratique, ceux qui apportent des capitaux perçoivent, 3 mois et demi après leur dépôt, 60 % de la somme versée en plus du capital. Pour exemple, si vous apportez 100 000 francs, vous percevrez au bout de trois mois et demi et après dépôt 160 000 francs.

Pourquoi croire en cette entreprise



Photo de famille

B.R Sarl existe depuis plus de deux ans et jusqu'à ce jour personne ne s'est plaint des opérations exécutées dans cet établissement. Mieux, elle est légalement constituée et reconnue des autorités financières. De plus les sommes devant être versées sont encadrées dans des fourchettes bien définies. Le minimum qui peut être versé est de l'ordre de 100 000 francs et le maximum est fixé à 10 000 000 de francs CFA. En plus de Forex Trading, son activité principale, B.R Sarl opère également comme établissement de microcrédit, c'est-à-dire un établissement bancaire de seconde catégorie. La fierté de l'entreprise est d'avoir créé la richesse en contribuant au développement des petites et moyennes entreprises à travers le pays. L'ambition de l'entreprise est de multiplier ses activités afin de devenir à moyen terme une holding.

C'est un marché financier interbancaire de change implanté au Gabon depuis deux ans et en RDC. Son Administrateur Directeur Général, Yves Mapakou, présente les contours de cette société qui se veut multiplicatrice de richesse à travers le développement des petites et moyennes entreprises au Gabon.

C'est une jeune entreprise qui existe depuis 2012. Elle est implantée aussi bien à Libreville, à Port-Gentil, qu'à Mouila et Tchibanga. Elle est également présente hors du Gabon, principalement en République Démocratique du Congo. Le Forex, ou FX, est un terme qui désigne le Marché des Changes (en anglais : Foreign Exchange Market), un marché sur lequel sont échan-

Nouvelle Volkswagen Vento



À partir de seulement
9.950.000 FCFA*

1 an d'entretien offert*



* Offre soumise à conditions - Valable jusqu'au 31 mars 2014 - Dans la limite des stocks disponibles

Économisez aussi sur votre assurance auto avec notre
partenaire AXA.*

GABON SPRINT
Auto

réinventons / notre métier



Z.I. Oloumi (face au lycée) / Email : contact@gr-gsa.com
Tél : 01 72 25 14 / 15 / 16

GABON SPRINT AUTO, UN CONCESSIONNAIRE AUTO MOTO

La qualité de ses produits et le service après-vente, les secrets de la fidélité de sa clientèle

Importateur officiel des véhicules Volkswagen, des motos Ducati (faisant partie du groupe Vag depuis 2012) et des scooters et motos du groupe Piaggio (comprenant les marques Piaggio, Vespa, Aprilia, Gilera, Moto Guzzi, Derbi).

Le constructeur allemand Volkswagen fait partie des leaders dans le domaine automobile (1er en Europe). La marque a de nombreux avantages, notamment celui d'être la plus écologique possible. Il faut dire que les normes européennes sont les plus exigeantes au monde. En effet, les cylindrées des moteurs ne faisant que baisser, cela entraîne une diminution considérable du volume de carburant et par conséquent de pollution. Ce qui fait également la fierté de la marque, c'est la qualité d'assemblage des matériaux qui est l'une des plus élevées. Les crachs tests sont des plus exigeants et des plus fiables, ce qui rend les véhicules Volkswagen les plus sûrs au monde. Les véhicules sont également tropicalisés. Les suspensions des véhicules sont rehaussées à cause des routes. Les moteurs sont conditionnés par rapport à la qualité du carburant qui n'est pas toujours de très bonne facture. Gabon Sprint Auto investit énormément dans la formation du personnel et l'outillage afin de répondre aux attentes des clients. En effet, le secret de la fidélisation du client est le service après-vente. Les clients ne s'en rendent pas souvent compte, mais le coût pour pouvoir représenter une marque, surtout d'un tel prestige, est important.

En plus des automobiles, GSA est également concessionnaire de motos. L'entreprise représente les marques du Groupe Piaggio (constructeur italien qui est l'inventeur de la mythique Vespa et des 3 roues) depuis 2009 et de Ducati (constructeur italien repris par le groupe Vag en 2012) depuis 2010. Ces véhi-



Fabrice Gineau, directeur commercial

culés sont construits avec une très haute technicité et des matériaux de grande qualité. Ils ont également une qualité de confort extraordinaire. Ils offrent un maximum de garantie, tant en termes de sécurité passive que de sécurité active. On constate qu'il y a une évolution très marquante des technologies, notamment avec le système anti-patinage, important en période de pluies, la sélection de modes de conduite (sport, ville, pluie) et un système ABS évolué. Il y a de nombreux avantages à représenter ces marques européennes. L'expérience et le savoir-faire exceptionnel qu'elles ont acquis au cours des presque 100 ans de leur existence confèrent ainsi à leurs produits une qualité et une fiabilité remarquable. L'autre avantage énorme est d'avoir un délai des plus rapides pour les fournitures des pièces de rechanges.

CRÉATIVE BUSINESS CUP (CBC)

Une compétition pour les jeunes créateurs et innovateurs gabonais

C'est un événement d'origine danoise qui se déroule en deux étapes. La première étape consiste à organiser une compétition nationale dans les différents pays qui sont associés à cette manifestation. La seconde étape, c'est-à-dire la finale, se déroule au Danemark. L'objectif recherché est de récompenser les innovations des jeunes créateurs dans chaque pays en vue de leur donner une visibilité dans leur propre pays et à travers le monde. Au Gabon, c'est une première édition qui a été organisée par l'association Agir pour une jeunesse autonome (APJA). Eric Fernand Boundono en est le président et Yves Ango Mvélé le responsable chargé du CBC au Gabon.

Par Siméon Minka



Mme BINGOUMA LARISSA MATTHIEUE avec les membres du jury

C'est un événement d'origine danoise qui se déroule en deux étapes. La première étape consiste à organiser une compétition nationale dans les différents pays qui sont associés à cette manifestation. La seconde étape, c'est-à-dire la finale, se déroule au Danemark. L'objectif recherché est de récompenser les innovations des jeunes créateurs dans chaque pays en vue de leur donner une visibilité dans leur propre pays et à travers le monde. Au Gabon, c'est une première édition qui a été organisée par l'association Agir pour une jeunesse autonome (APJA). Eric Fernand Boundono en est le président et Yves Ango Mvélé le responsable chargé du CBC au Gabon.

Présentation du Créative

Business Cup (CBC)

L'événement a eu lieu au mois d'août dernier au Gabon avec un jury composé de Madeleine Berre, Présidente de la Confédération Patronale Gabonaise, Serge Mickoto, Administrateur Directeur Général du Fonds Gabonais d'Investissement Stratégique, Yvon Landry Ndjoye, Directeur Général du Fonds National d'Aide Sociale (FNA), Pierre Marie Ntoko, Secrétaire Permanent de l'Association Professionnelle des Entreprises de Crédit au Gabon (APEC Gabon) et enfin d'Alain Paindavoin, Directeur Général de la Société de Distribution Gabonaise (SO-DIGAB).

La compétition à proprement parler s'est déroulée en deux étapes réparties en une étape principale et en une étape intermédiaire. La

première étape consistait à sélectionner le meilleur entrepreneur développeur créatif du Gabon. L'étape intermédiaire a consacré les cinq premiers sélectionnés parmi lesquels le lauréat. Ils vont bénéficier d'une exposition en ligne de leur produit, afin de leur donner une plus large visibilité. C'est une porte ouverte vers de potentiels investisseurs, des experts et toutes les compétences pouvant les aider à perfectionner leur produit. Le but est aussi de permettre au gagnant de la CBC du Gabon comme à ceux d'autres pays d'échanger afin de mutualiser l'exposition de leur invention ou innovation à Copenhague (Danemark). Cette mise en orbite des cinq lauréats leur permettra de commercialiser et d'industrialiser leurs produits.

L'exigence de la qualité des produits par les organisateurs

Les 12 candidats gabonais qui ont exposé et le 13e qui n'a pas pu le faire, ont obtenu des débouchés potentiels intéressants. C'est dire que l'industrialisation et la commercialisation de la plupart de leurs produits sont réellement possibles. Mieux, ces différents produits répondent à plusieurs segments de marché interne ou externe. Il s'agit, entre autres, du perforateur agricole portatif (qui permet de mettre en terre des arbustes sans un grand effort) de Mlle Larissa Mathieue Bingouma, qui a reçu le premier prix ; le Calculateur 28 de Paul Franck Indjendjet Gondjout, du G Game de Landry Ngoma, du Mobilier Design & Culture de Dieudonné Mboumba et enfin de la Culotte préservatif de Bembangoye Madouma. Il existe un marché potentiel tant au niveau national, régional qu'international pour ces produits s'ils sont fabriqués industriellement. L'émergence d'un jeune créateur gabonais produit un effet multiplicateur et donne une visibilité au savoir-faire national, et par conséquent c'est le Gabon qui émerge.

Message d'espoir à l'endroit des jeunes

Le CBC veut susciter des vocations et surtout faire découvrir les nombreux talents qui exis-

tent au Gabon. Il ne serait pas étonnant de voir surgir des inventions et des innovations qui ne sont pas encore visibles parce que leurs créateurs n'ont pas eu l'opportunité de les exposer. Des manifestations comme celle-ci constituent une vitrine idoine pour valoriser nos jeunes talents. Cette compétition est complémentaire au Prix CENAREST, qui sert à faire découvrir des inventeurs.

L'implication de l'APJA

L'APJA est une association des jeunes Gabonais qui se donne pour mission de promouvoir l'entrepreneuriat à travers l'organisation des événements comme celui-ci. C'est dans ce cadre qu'elle a eu le droit d'organiser la Créative Business Cup au Gabon. C'est une compétition d'origine danoise organisée en deux étapes dont la première dans les pays participants et la finale à Copenhague au Danemark. L'APJA en partenariat avec l'association Korus Business Center a reçu lors de la première édition la candidature de 48 projets parmi lesquels il a été retenu 13 projets qui ont eu à concourir. Au final ce sont 12 projets qui ont été exposés et 5 lauréats ont été retenus et invités à la grande finale du Danemark. En cette phase finale, seul le vainqueur du pays affrontera les autres pays participants. Les 5 lauréats vont à nouveau défendre leur projet et un seul vainqueur en sortira.

L'APJA en quelques mots

L'APJA est une association de jeunes Gabonais qui ont choisi l'entrepreneuriat en tant que chef d'entreprise ou porteur d'un projet d'entreprise. C'est une association dans laquelle les jeunes s'entraident pour faire avancer leurs projets et leurs idées. Il s'agit de mutualiser leurs efforts. Selon le président de l'APJA, « c'est aussi une plateforme de réflexion où nous nous posons les questions sur l'entrepreneuriat dans le pays et nous demandons comment faire pour améliorer les conditions d'activité de l'entrepreneur et comment promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes au Gabon ».

DÉVELOPPEMENT PME

La Banque Mondiale aide le Gabon à diversifier son économie et à créer des emplois pour les femmes et les jeunes

Le Conseil des administrateurs de la Banque Mondiale a approuvé, en cette année 2014, un financement visant à aider le Gabon à diversifier son économie et à réduire la pauvreté par l'amélioration de l'environnement de l'entreprise et en favorisant le développement des petites et moyennes entreprises (PME). Un projet qui devrait bénéficier à 25 500 Gabonais, dont la moitié sont des femmes, d'ici à la fin du projet, en 2019.

Par Neltoh



Le prêt de 18 millions de dollars alloué par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) est destiné au Projet de promotion de l'investissement et de la compétitivité, dont l'objectif est de soutenir la stratégie poursuivie par le gouvernement gabonais en vue de renforcer l'attractivité du pays et de développer de nouveaux secteurs d'activité. Ce projet appuiera notamment la création d'un guichet unique pour les entreprises et la mise en place d'un système d'enregistrement simplifié reposant sur une base de données électroniques en ligne. Il comprend une assistance technique destinée à la nouvelle agence créée à cet effet ainsi que la formation des personnels chargés du registre des entreprises.

« Les résultats du Gabon en matière de développement humain ne sont pas à la hauteur de ceux obtenus par d'autres pays ayant un revenu par habitant équivalent, et un tiers de ses habitants vit dans la pauvreté », souligne Gregor Binkert, directeur des opérations de la Banque Mondiale pour le Gabon. À travers le Projet de Promotion de l'Investissement et de la Compétitivité, il se réjouit de pouvoir aider le Gabon à rationaliser et simplifier l'environnement de l'entreprise et à faciliter la création de nouvelles PME, en contribuant ainsi à faire bénéficier de nombreuses familles de nouvelles compétences et de meilleurs revenus.

Alors que le Gabon a connu au cours de la décennie écoulée une forte croissance économique portée notamment par la production de pétrole et de manganèse, il accuse un taux de chômage de 16 %, dont les jeunes et les femmes sont les premières victimes. Le projet approuvé par les deux parties cible spécifiquement ces deux groupes de la population en favorisant des conditions propices au développement des PME. Il soutient à ce titre la création d'un centre d'affaires pour les femmes qui vise à fournir conseils et formations aux entrepreneurs et à faciliter leur accès à des débouchés.

« Face au déclin des réserves pétrolières du



Gabon, le gouvernement centre sa nouvelle stratégie sur la diversification de l'économie en améliorant le climat de l'investissement, en développant les compétences et en aidant les PME. L'objectif central de ce projet, qui soutient la stratégie économique du gouvernement, permettra d'offrir à de nombreux ménages pauvres, et tout particulièrement aux femmes chefs de famille, la possibilité de créer leur propre activité génératrice de revenus », fait savoir Zouera Yousoufou, responsable des opérations de la Banque Mondiale au Gabon.

Le projet portera également sur la mise en place d'un concours destiné à repérer et à soutenir les projets de création d'entreprise les plus prometteurs dans différents secteurs d'activité. Il aidera ceux qui souhaitent créer leur petite

entreprise, et en particulier les femmes et les jeunes, à accéder aux services financiers indispensables à la conception de tout projet d'entrepreneuriat.

« Il faut disposer de procédures efficaces pour l'enregistrement des entreprises - cet élément a fait l'objet d'une large reconnaissance au cours des dernières décennies et dans le monde entier. La création d'un système de registre des entreprises qui soit simple, sûr, transparent et prévisible au Gabon favorisera la formalisation de l'emploi dans le monde de l'entreprise, de même que la création d'emplois et la réduction de la pauvreté », indique Alexandre Laure, chef d'équipe du projet à la Banque Mondiale.

Source : www.banquemonddiale.org/qabon

LA RENTRÉE DES PROS
vos commandes PRO sur gipagabon@gmail.com



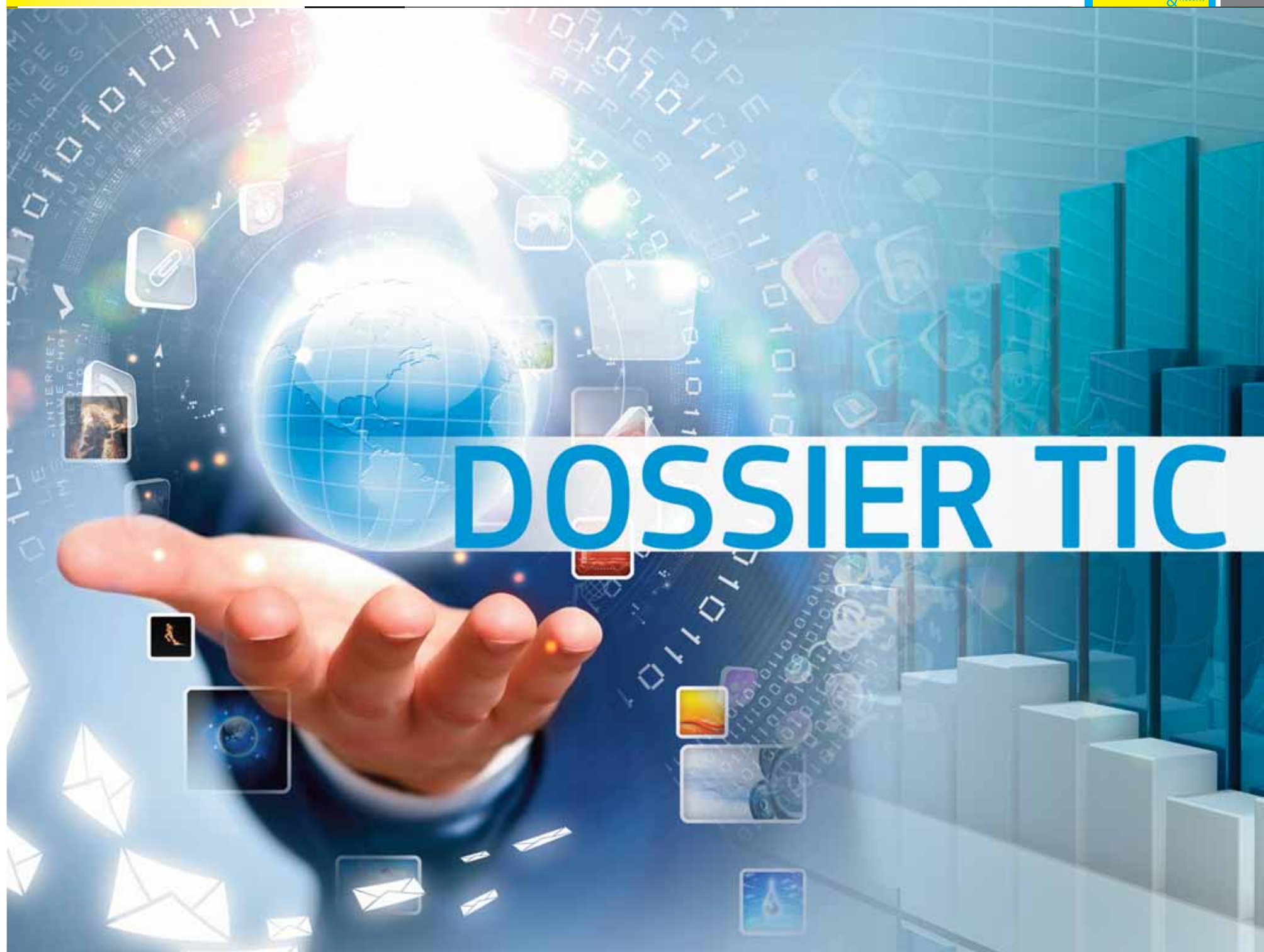
COLOP®
MARKING SOLUTIONS

CONCEPTION ET
RÉALISATION LASER
DE TAMPONS
PERSONNALISÉS

GIPA

LIBREVILLE

GIPA - TÉL : 01 76 22 91 / 92
CENTRE VILLE - RUE DU CONSULAT - FACE SNBG



DOSSIER TIC

ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

ACCÉLÉRATRICE DE CROISSANCE OU DE FRACTURE NORD-SUD ?

A ce jour, seulement 16% du milliard d'habitants de l'Afrique ont accès à Internet, et le continent représente moins de 5% des utilisateurs d'Internet dans le monde, dont la moitié en Afrique du Sud.

Si ce retard est aujourd'hui un handicap, on peut cependant penser que les investissements massifs dans les réseaux et la baisse du coût des terminaux vont permettre à l'Afrique de connaître un saut quantitatif comparable à celui de l'Internet mobile : 720 millions d'Africains possèdent un téléphone portable (soit 72%), 167 millions utilisent Internet et 52 millions sont déjà sur Facebook. En 2025, plus de la moitié de la population utilisera Internet, soit plus de 600 millions de personnes, le nombre d'utilisateurs de Smartphones s'accroîtra de 360 millions pour dépasser le milliard d'utilisateurs. Quant à l'e-commerce, il représentera plus de 75 milliards de dollars par an.

Or, dans les pays occidentaux, la fracture numérique liée à l'accès à Internet semble en grande partie résolue, avec des taux d'équipement et d'accès très élevés. L'enjeu réside désormais dans les débits, les contenus et services en ligne. En revanche, des écarts notables se dessinent entre ceux qui savent « manipuler » l'Internet, rechercher, trier, analyser l'information, et ceux qui l'utilisent comme un outil de divertissement sans interactivité. De nouvelles inégalités se font jour autour de la maî-

trise des outils d'accès à l'information. Quelles vont être ces nouvelles inégalités ? Quelles formes vont-elles prendre dans les pays émergents ? Le téléphone portable a rapproché les ruraux et les urbains, Internet va-t-il de nouveau les éloigner ?

Les ruraux pénalisés

Par exemple, pour les ruraux en Afrique, si la question d'accès à Internet, liée à l'accès à l'électricité, ne peut se résoudre à court terme, pour les urbains, les choses évoluent rapidement. D'après les estimations, 1,5 milliard de personnes dans les pays en développement n'ont pas accès à l'électricité, 80% d'entre eux vivant en Afrique subsaharienne ou en Asie du Sud. En Afrique, 89% des ruraux et 46% des urbains n'ont pas accès à l'énergie électrique. On observe cependant que plus de la moitié des urbains utilise Internet et 28% passent plus de 10 heures par semaine sur le Web. N'oublions pas, en outre, que 60% de la population africaine sera urbaine en 2030. Quelles peuvent être les conséquences économiques, sociales, politiques de cette évolution rapide de la rareté à l'abondance, dans le domaine de l'accès à l'information et au savoir ?

À l'horizon 2050, l'Afrique sera la première force de travail mondiale

L'économie numérique promet donc un plein essor. Elle ouvre une voie nouvelle pour l'entrepreneuriat. Les secteurs dans lesquels Internet peut avoir un impact important et décisif en Afrique sont, par ordre décroissant : les services financiers (plus de 50% de gains de productivité), l'éducation (10 à 30% de gains de productivité), la santé, le commerce et l'agriculture... En ce qui concerne les services financiers, par exemple, l'Afrique est le premier utilisateur du M-paiement qui, a contrario, peine à se développer en France. Cet essor va modifier rapidement et profondément les sociétés africaines.

S'appuyant sur les nouvelles technologies de la communication et de l'information, une nouvelle économie va se construire, tirée par les besoins sociaux, les contraintes environnementales, génératrices d'opportunités pour le développement massif de services. Comme le montre l'étude réalisée sur la dynamique Internet en 2013 par le Commissariat Général à la Stratégie et à la Prospective, Internet va bousculer des frontières jusque-là supposées

établies. Le consommateur devient producteur/contributeur ; l'amateur se vit en professionnel et parfois réciproquement ; les produits se fragmentent et se recomposent, presque à l'infini, notamment les biens culturels ; le marché, fréquemment, ne définit plus le produit, mais est défini par le produit ; privé et public sont brouillés par l'émergence de collectifs intermédiaires ; la propriété se dilue dans des droits d'usage incertains ; la distinction entre le réseau et ses terminaux s'évanouit ; la responsabilité se diffuse sans repères possible ; la valeur se détache des biens et services, etc.

Une dernière remarque : la population africaine est jeune, la moitié des Africains a moins de 15 ans et les deux-tiers moins de 25 ans. La tranche d'âge 15-25 ans représente 200 millions d'individus et doublera d'ici à 2050. Et à l'horizon 2050, l'Afrique sera la première force de travail mondiale devant la Chine et l'Inde. Quels vont être les changements que vont générer ces nouveaux consommateurs/acteurs d'Internet ? Comment vont-ils changer l'Afrique ?

IGTELECOM

Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) au service de l'inclusion sociale

L'implantation de la fibre optique au Gabon permettra à IGTELECOM d'offrir à sa clientèle plus de capacités d'accès au réseau internet haut débit et à moindre frais mais surtout de fournir, à moindre coût, aux populations des zones rurales, à travers la solution Triplenet, l'accès à l'information et au savoir.

Par Pambo Moussoungou



Economie Gabon+ : Quelles sont les solutions innovantes que IGTELECOM propose pour un service public de connectivité accessible au plus grand nombre et à moindre coût ?

Alain Ba Oumar : Nos solutions innovantes pour le grand public sont de deux types :

- Une offre triple play par satellite qui a l'avantage de couvrir intégralement l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale, et qui permet ainsi d'offrir aux 30-40% des populations vivant en zones blanches (non connectées aux différents réseaux terrestres de radio, TV, GSM ou Internet) un accès au réseau Internet haut débit (jusqu'à 2Mbps) et à plus de 140 chaînes radio et télévision publiques et privées des bouquets Canal+ Afrique, le tout pour une installation simple, rapide (48h maximum dans n'importe quel village ou ville de la sous-région) et économique (moins de \$100 par mois). Cette offre est aujourd'hui opérationnelle et disponible de manière exclusive dans toute la sous-région.
- Une offre en boucle locale radio data de dernière génération (LTE) en cours d'installation dans les villes de Libreville et Port-Gentil au Gabon qui permettra d'ici à la fin de cette année d'offrir aux populations un accès Internet beaucoup plus rapide et à moindres coûts par rapport aux solutions actuellement disponibles.

En quoi votre initiative peut-elle contribuer, dans le cadre du Pacte social, à faciliter l'accès à l'Internet aux populations des provinces et des zones rurales ? Et à quel coût pour un impact attendu au niveau national ?

Le Pacte social, selon la vision du Président de la République, vise à mettre à niveau le service public en zones rurales (accès à l'eau, l'électricité, l'éducation, la santé, le logement, mais aussi à l'information que ce soit à travers la radio, la télévision ou le réseau Internet), ainsi qu'à y créer la richesse qui permettra d'améliorer les conditions de vie des populations qui y vivent aujourd'hui en décrochage par rapport au reste du pays.

En proposant au Gabon, mais aussi à tous les pays de la sous-région, une solution économique (moins de \$1,500 de coût d'installation par village, moins de \$100 de redevance mensuelle pour l'accès à Internet et aux bouquets radios / TV Canal+) et rapide à déployer (48h maximum de délais d'installation), nous répondons au souci du Chef de l'Etat gabonais, mais également à celui de tous ses pairs de la sous-région, de réduire la fracture numérique entre les zones urbaines arrosées par différents réseaux terrestres de communications (fibres optiques, GSM, WIFI, WIMAX, LTE, radios et télévisions) et les zones blanches (30-40% de nos populations) qui s'abreuvent encore uniquement des émissions de RFI, de BBC, d'Africa No1 ou la Voix de l'Amérique à travers des récepteurs radios ondes courtes, ignorent tout du réseau Internet et des formidables opportunités qu'il offre. Notre solution Triplenet est donc un moyen simple, efficace et peu coûteux de raccrocher les zones blanches du Gabon et de la sous-région au reste du pays en matière d'accès à l'information et au savoir, et donc de contribuer au Pacte social auquel vous faites référence.

Vous avez signé un partenariat avec Canal + pendant le NYFA 2013 pour équiper les villages. Pouvez-vous nous dire quelles sont à ce jour les réalisations concrètes sur le terrain ?

Aujourd'hui 400 sites sont reliés à cette solution au Gabon, et nous négocions avec les autorités gabonaises et ivoiriennes pour que cette solution soit adoptée dans ces pays dans le cadre du service universel auquel toutes nos populations ont droit, même en zones rurales. Nous avons bon espoir que ces discussions aboutiront favorablement dans les semaines et mois qui viennent.

On sait que pour desservir les zones rurales, le coût opérationnel est lourd. Comment allez-vous faire pour ne pas le répercuter sur les populations économiquement faibles ?

Tous les Etats de la sous-région collectent chaque

année auprès des opérateurs des télécommunications que nous sommes, une contribution pour le Fonds de Service Universel qui selon les pays s'élèvent à environ 2% du chiffre d'affaires de chaque opérateur. Ce Fonds est destiné à subventionner l'accès aux TIC pour les populations vivant dans les zones rurales économiquement non viables pour les opérateurs économiques du secteur du fait de leur faible télédensité et en rapport avec les niveaux des investissements et de fonctionnement requis pour y étendre les réseaux terrestres existants. C'est dire que nos Etats ont les moyens financiers pour répondre aux besoins des populations les plus éloignées à travers ce Fonds, et que nous leur offrons aujourd'hui avec une solution rapide et économiquement fiable.

Dans les activités que vous menez et les opérations que vous effectuez sur le terrain, quels sont vos partenaires ?

IG Telecom s'appuie financièrement sur plus de 200 contrats commerciaux stables de moyen et long termes. Ses partenaires incluent des institutions financières internationales telles que BICIG (BNP Paribas), BGFIBANK, OPIC (US Overseas Private Investment Corporation) ou encore la banque d'investissement Barclays Monaco. Pour mener à bien ses objectifs, IGTELECOM s'allie à des partenaires qui partagent ses ambitions d'expansion régionale et sa stratégie de développement, parmi lesquels Direct Technologies, Hugues Network Systems (HNS), INTELSAT, la Société Européenne de Satellite (SES), le Global VSAT Forum (GVF).

Le nouvel accès à la fibre optique (câble ACE) vous permettra-t-il d'améliorer votre offre ?

L'Arrivée au Gabon du câble ACE va nous permettre de réintroduire la concurrence en matière d'accès à la fibre optique internationale puisque nous subissons jusqu'ici le monopole de l'opérateur historique sur SAT3, la seule fibre optique connectée au Gabon jusque-là. Cette concurrence a déjà vu l'offre de cet opérateur passer de \$15,000 environ par Mbps il y a seulement un an à \$1,000 par Mbps aujourd'hui, et de nouvelles baisses sont

à prévoir alors que ACE n'est même pas encore disponible commercialement. Nous allons donc pouvoir offrir à notre clientèle plus de capacités à moindre frais, en plus de la sécurisation de nos réseaux locaux (VSAT et Boucle Locale Radio) qui seront connectés aux deux fibres, et ne seront donc plus à la merci d'une rupture de câble quelque part sur le continent qui pouvait durer quelques jours.

Quelle est la situation légale de votre proposition et sa garantie d'indépendance vis-à-vis des multinationales des TIC ?

Pour renforcer son indépendance, IGTELECOM est devenu propriétaire en 2006 de sa propre plateforme de transmission/réception par satellite Direct Technologies aux Etats-Unis. Exploitant d'importantes capacités satellitaires grâce à son partenariat avec Intelsat, cette plateforme permet depuis lors de servir ses clients où qu'ils soient en Afrique Centrale et de l'Ouest. Plus récemment, en juillet 2012, IG TELECOM a signé avec HUGHES et SES des partenariats d'une valeur de près de \$15M US pour implanter un hub VSAT bande Ku au Gabon afin de proposer au public et aux Etats de toute l'Afrique francophone une solution intégrée de service universel couvrant toute la sous-région. IGTELECOM est aujourd'hui le premier opérateur VSAT de la zone CEMAC avec plus de 500 sites installés.

B.R Sarl

Bâtisseurs de richesse



B.R SARL au cœur de la richesse

B.R Sarl le Numéro 1 du FOREX TRADING INVESTISSEMENT (la multiplication de capitaux) au Gabon !

Chez B.R SARL, nous créons de la richesse pour vous et votre investissement génère jusqu'à 20% d'intérêts chaque mois et demi...

B.R SARL, c'est aussi une centrale d'achat où vous pouvez tout acheter dans le monde à partir de nos services (Import-Export, Matériaux de construction, Matériel Informatique, Fourniture de Bureau, Jouets, Papeterie, Quincaillerie, Forex-Trading et Divers). Nos fournisseurs sont aux USA, en France et au Ghana.

Bientôt dans
Le Microcrédit :
ouverture de compte
d'épargne et octroi
de crédit

BR Bâtisseur de Richesses
MC Micro Crédit
Au Cœur de la Richesse



Siège social : Avenue de Cointe B.P. 14 340 Libreville Gabon - Tél. : +241 01 76 34 04 / 04 21 28 11
Email : brsarl.gabon01@gmail.com / brsarl.gabon@yahoo.fr

Nos agences à Libreville +241 04 21 28 11 / 01 76 34 04 • Mont-Bouët +241 04 06 66 99
Port-Gentil +241 03 11 21 85 / 04 14 80 28 • Franceville + 241 06 32 77 40
Lambaréné +241 07 10 18 92 • Oyem +241 07 83 10 26 • Mouila +241 04 75 11 39
Djölé +241 07 08 03 79

<http://brsarl.e-monsite.com>

Association pour le Développement des Etudes Comptables

Association à but non lucratif



ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES ETUDES COMPTABLES

CENTRE INTEC au Gabon

Devenez expert-comptable grâce à l'ADEC !

L'ADEC en chiffre :

- 5 Experts-comptables diplômé d'Etat (01) et stagiaires (04) ;
- 12 diplômés du DSCG (diplôme supérieur de comptabilité et de gestion) ;
- 5 diplômes DECF (diplôme d'études comptables et financières) ;
- 67 diplômés des DPECF (diplôme préparatoire aux études comptables et financières) et DCG (diplôme de comptabilité et de gestion) ;
- + de 1000 Unités d'enseignement (UE) du système LMD en formation initiale et continue (salariés du secteur privé).

Double chance de réussite aux examens :

- **Session INTEC** - organisation, à Libreville, chaque année, des séminaires de révision avec des enseignants de l'INTEC de Paris
- **Session d'Etat** - gestion du centre CEMAC des examens d'Etat français (DCG)

Rentrée 2014-2015

- **DCG 13 octobre 2014**
- **DSCG : 10 novembre 2014**

**Double
chance
Cnam-Intec**



Dossier d'inscription à retirer à l'Institut National des Sciences de Gestion sis au quartier Gros-Bouquet - Bâtiment Patrice OTHA, 1^{er} étage - BP 190 Libreville - Gabon • GSM : +241 06 03 01 33 / +241 06 26 14 31



Publi-rédactionnel



Gabon Telecom : Un opérateur au service du développement du Gabon

Lhoussaine OUSSALAH
Directeur Général



L'avenir vous appartient

1- PEUT-ON AVOIR UNE FICHE D'IDENTITÉ DE VOTRE ENTREPRISE ?

P&M

Gabon Telecom est tout d'abord le fruit d'un modèle de partenariat Public-Privé réussi, en l'occurrence entre Maroc Telecom et l'Etat Gabonais. Cette réussite se manifeste par :

- Un capital client Fixe, ADSL et Mobile dont le seuil de 1 000 000 d'abonnés a été franchi en Décembre 2013 et que nous avons célébré avec nos clients. Je profite de l'occasion via cette page pour leur réitérer nos remerciements pour leur confiance sans cesse renouvelée;
- Un investissement massif pour la mise en norme d'une infrastructure, de même, un investissement pour la densification et la modernisation dans les technologies nouvelles générations dont le montant dépasse les 130 Milliard FCFA depuis la privatisation de la société en 2007. Nous citerons à titre non limitatif, la technologie 3G et 4G ; les MSAN opérant la dernière technologie pour les accès ADSL, Mobile Banking avec notre offre Mobicash, les solutions Hauts Débits pour les entreprises... Ce volume d'investissement nous permet de soutenir une croissance importante; en d'autres termes, nous participons activement au Plan Stratégique du Gabon Emergent, en particulier le « Gabon des Services » ;
- Une large gamme de produits et services: Voix et Data, digne d'un opérateur de télécommunication

global. Signalons à ce titre que Gabon Telecom est le premier opérateur de Telecom au Gabon certifié à la Norme ISO 9001 et ce depuis l'année 2011 ;

• **Un ensemble d'actions citoyennes** : Gabon Telecom contribue à la génération d'une importante valeur ajoutée et à la création de plusieurs milliers d'emplois indirects auxquels viennent s'ajouter les effets induits positifs des recettes fiscales et douanières liées à l'activité de la société. Nous contribuons à la réalisation des politiques nationales relatives au développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), à l'accès universel aux services de base afin de réduire la fracture numérique et sans oublier la promotion de l'art et du sport..

• **Un capital humain** à la hauteur des ambitions de l'entreprise : les 400 employés constitués de femmes et d'hommes experts, chacun dans son domaine, constituent la pierre angulaire et la locomotive de toute action dans l'entreprise. Leur acharnement, n'est satisfait qu'après avoir gagné les challenges fixés. Retrouver leur place méritée de leader est le Grand challenge actuellement. Qu'ils reçoivent via cette tribune mes félicitations et mes encouragements ;

• **Un partenaire stratégique** « Maroc Telecom » très présent pour accompagner l'entreprise dans son évolution et pour le transfert du savoir-faire et des compétences nécessaires.

Communiquez au Gabon

2- QU'EST-CE QUI PERMET DE DISTINGUER VOTRE ENTREPRISE DE LA CONCURRENCE ?

Nous sommes un opérateur global présent dans tous les segments du marché Mobile, fixe et Internet. Gabon Telecom ne cesse de croître pour retrouver sa position de leader sur le marché gabonais, toutes les actions entreprises vont dans ce sens en mettant en avant les valeurs de Générosité, Confiance, Dynamisme et Technicité.

// Nous sommes l'opérateur pionnier dans les offres de minutes ou Mégabits les moins chers au Gabon. //

Nous avons baissé de l'ordre de 80% les prix en seulement 3 ans, afin de démocratiser et faciliter l'accès à toutes les couches de la population au Gabon. C'est d'ailleurs Gabon Telecom qui a pu améliorer le taux de pénétration qui avoisine actuellement les 200%. Nous sommes aussi leader dans le domaine de l'ADSL et de la DATA. Et, à ce titre, nous allons renforcer cette position avec la mise en place de la technologie 3G-4G. Signalons que nous disposons d'un câble sous-marin SAT3 et nous avons raccordé la quasi-totalité des entreprises à Libreville et à Port-Gentil à la Fibre Optique Haut Débit (PHD)

Notre leadership est aussi confirmé en matière de qualité de service. Pour preuve suite aux dernières mesures de contrôle de qualité de service, notre société a été confirmée, pour la 2ème année successive, comme premier réseau en matière de qualité de service (QoS).

3- APRÈS L'ACQUISITION DE LA LICENCE, À QUAND LE LANCEMENT DE LA 3G/4G ?

Comme précisé, nous tenons à notre position de leader et c'est pourquoi nous avons investi dans la technologie 4G LTE et la 3G que nous lancerons à la fin de l'année 2014. La 4G est le réseau mobile de 4ème génération, il utilise la technologie LTE (Long Term Evolution) et offre un accès au très haut débit, qui peut aller jusqu'à 100 mégabits/seconde.

// Cette avancée technologique propulsera le Gabon au rang des pays développés tels que la France et les Etats Unis. //



Agence Commerciale d'Okala

Les avantages de la 4G sont directement liés à l'accès data sur un appareil mobile :

téléchargement des données plus rapide avec un débit cinq fois supérieur à celui de la 3G, un accès aux vidéos en streaming.

Par ailleurs, l'introduction de cette technologie du Haut Débit Mobile va aussi démontrer la participation active au «Gabon Des Services». En effet, une fois la numérisation de l'administration acquise, les citoyens de l'intérieur du pays n'auront plus à se déplacer vers la capitale pour l'accomplissement des formalités administratives, la connexion mobile de type 3G- 4G rendra cette tâche accessible à travers tout le territoire gabonais.

4- VOS AMBITIONS POUR LES ANNÉES À VENIR

L'ambition du management de Gabon Telecom est de mettre à la disposition de ses clients un réseau et des services aux standards internationaux et de faire de cette société, un opérateur de référence dans le domaine des NTIC au niveau de la sous-région.

en toute simplicité

IPI9

L'opérateur qui a démocratisé l'utilisation d'internet dans les foyers gabonais

Il nous a été donné l'opportunité pour la réalisation de ce numéro de rencontrer d'Eric Montagne, Directeur Adjoint d'Ipi9 Gabon qui nous a fait découvrir sa structure. C'est le fournisseur d'accès internet qui a révolutionné son utilisation en introduisant des formules de paiement qui conviennent à tout type d'abonné.



Un point sur la technologie utilisée par ipi9

La technologie utilisée par ipi9 est une technique

wimax fournie par Samsung Network. C'est le meilleur dans cette technologie. Wimax est un acronyme de Worldwide Interoperability for Microwave Access et désigne un standard de communication sans fil. Aujourd'hui surtout utilisé comme mode de transmission et d'accès à Internet haut débit, portant sur une zone géographique précise. Le Wimax est une technologie hertzienne (sans fil) permettant de transmettre des données à haut débit. Cette technologie permet notamment de surfer sur Internet en haut débit, de téléphoner grâce à

la "Voix sur IP" (VoIP), ou encore d'interconnecter des réseaux d'entreprises. Contrairement à l'ADSL ou une autre technologie filaire, le Wimax utilise les ondes radio, similaires à celles utilisées pour le téléphone portable.

ipi9 a apporté un nouveau système d'abonnement simple et pratique

Ipi9 existe au Gabon depuis 2010 et compte aujourd'hui plus de 40 000 abonnés. L'utilisation d'internet dans les foyers a été démocratisée grâce à cette structure et il convient de le rappeler. C'est le premier et l'unique réseau à offrir internet sans fil à partir de 1000 francs CFA dans les ménages. L'accès à internet tel qu'il était proposé par les autres fournisseurs était difficile pour des couches moyennes et encore moins pour des couches populaires. Son système d'abonnement est très simple et très pratique. On peut



prendre une connexion pour un jour, deux jours, une semaine, un mois etc. Les Modems qui sont proposés répondent à des utilisations bien adaptées selon un usage domestique pour une seule personne, pour plusieurs ou en mobilité. Ipi9 est en train de se déployer à travers le pays. En plus de Libreville l'entreprise est maintenant sur Port-Gentil depuis près d'un an.

Problème de connexion

La connexion dépend de l'emplacement de la box. Il est fortement recommandé de se rapprocher des zones ouvertes comme les fenêtres lorsqu'on est à l'intérieur d'une maison. Il est aussi vrai dans ce cadre que les zones comme les cuvettes sont souvent des zones de mauvaise couverture. La connexion est comme celle du téléphone portable, il y a des zones où elle est moins bonne.

Implication sociale de l'entreprise

Une assez large partie des utilisateurs sont des jeunes comme les étudiants, les lycéens qui ne peuvent pas s'offrir une connexion très coûteuse. Ipi9 agit beaucoup en milieu jeune, notamment à travers des cours de soutien que Ipi9 finance et offre gratuitement. D'autres actions sont souvent menées mais de façon ponctuelle.

Des zones franches internet dans des zones fréquentées par des jeunes, cela est tout à fait envisageable mais ne peut se faire qu'avec les autorités en place.

Les zones franches internet où les jeunes pourront surfer gratuitement sont des actions qui peuvent être conduites par ipi9. Cepen-

dant, cela doit se faire en accord avec les autorités comme par exemple la mairie. Ce ne sont en aucun cas des actions que l'entreprise peut décider de sa propre initiative. Au delà même d'une action permanente, elle peut être envisagée pour des périodes précises comme les vacances scolaires. Les endroits très fréquentés tels que les centres commerciaux ou des lieux de villégiature comme nos plages, ou nos parcs peuvent être envisagés. Il est souvent Cocasse et navrant de voir des jeunes autour d'un bâtiment avec leur téléphone portable ou leur ordinateur tentant de se connecter grâce à un wifi libre. Il est très opportun de créer des zones franches internet dans les grandes universités et les grandes écoles. Des zones franches internet existent par exemple à Port-Gentil dans certains parcs. Cela est rendu possible grâce à une initiative des autorités municipales de la ville.

La Rédaction



LA METROLOGIE AU GABON

Les principaux acteurs en parlent



Yannick Cedric Etino, Directeur de la Metrologie

Simon Assong, ingénieur en système de mesures et métrologie

"L'importance de la métrologie dans le domaine médical"

L'objectif est de faire prendre conscience aux laboratoires d'analyses qu'ils doivent gérer leurs équipements conformément aux normes établies. Et comprendre qu'à la suite des examens médicaux, l'on a des résultats et c'est sur la base de ces résultats que des décisions sont prises pour la prescription du traitement. Mais si les résultats sont erronés, il y a des risques pour la santé du patient. D'où l'importance de

la métrologie. Cela veut dire que tous les équipements en laboratoire doivent être vérifiés selon des normes. Ces équipements doivent être raccordés au système international. Donc il y a la gestion de ces équipements, de ces mesures et des analyses qui sont effectuées. Il y a également des comparaisons que ces laboratoires doivent faire avec d'autres laboratoires, pour évaluer leurs compétences.

Economie Gabon + : Parlez-nous un peu de vous et de l'organisation que vous représentez...

Simon Assong : Je suis ingénieur des systèmes de mesures et métrologie. Je suis dans le laboratoire privé appelé ISM Gabon (Instrument Scientifique et Métrologique). ISM Gabon est un laboratoire privé qui fait de la métrologie industrielle, c'est son domaine principal et au-delà de la métrologie nous avons aussi plusieurs départements, à savoir la maintenance des équipements de laboratoires, notamment dans la maintenance préventive. Nous faisons par ailleurs de l'installation, assurons la mise en service et l'accompagnement, c'est-à-dire le SAV. Au niveau de notre activité principale, nous sommes un laboratoire qui fait de la métrologie, en laboratoire ou en externe. Nous avons plusieurs bancs d'étalonnages qui permettent de suivre la fiabilité des équipements de mesures de nos différents clients. Le premier banc est pour l'étalonnage des masses ; le deuxième banc, pour l'étalonnage de la température (il concerne tous les instruments de mesure de température), et le troisième banc est pour la pression.

Les principaux clients sont du secteur privé

Simon Assong : Nous sommes un laboratoire privé. Pour le moment, nous travaillons principalement avec des privés. Nous n'avons pas encore eu de sollicitations de l'administration publique.

Définition de la métrologie

Simon Assong présente ainsi sa discipline : « Lorsque vous achetez un kilogramme de poisson chez votre détaillant, il y a un équipement qu'il utilise, c'est la balance. Cette balance affiche normalement le poids ou la masse. L'équipement en question, lorsque vous l'utilisez, ne rend pas forcément le kilogramme que vous avez demandé, il peut être supérieur ou inférieur au kilogramme voulu. La métrologie, c'est la science de la mesure, c'est ce qui permet d'avoir une fiabilité par rapport à une mesure donnée. Cela implique qu'à chaque transaction de pesage ou de mesure de volume, la fiabilité

par rapport à la mesure peut être assurée. »

Yannick Cédric Etino dira quant à lui que « suivant le vocabulaire international, la métrologie c'est la science des mesurages et ses applications. C'est la science qui permet de prendre en compte tous les éléments qui vont concourir à effectuer une mesure ».

La métrologie légale veille à ce que les instruments de mesure utilisés dans le circuit économique et dans le domaine de la sécurité publique soient conformes à la réglementation. L'élaboration de la réglementation et les contrôles métrologiques en sont les principaux aspects légaux. Les contrôles métrologiques s'effectuent à plusieurs stades, de la conception et la fabrication des instruments de mesure au fonctionnement des instruments de mesure en service.

La rédaction



Participants à la journée de la métrologie

LANCEMENT OFFICIEL DE FLOOZ

Le transfert d'argent mobile de Moov Gabon

Toute opération financière effectuée par un agent n'étant pas du domaine financier ou bancaire doit être accompagnée par une banque qui se porte alors garant de toutes les opérations financières effectuées. Pour cette raison, Moov s'est associé à Orabank pour la mise en place de Flooz. C'est un service de transfert d'argent sur le mobile qui est un levier important de croissance pour la société quand on connaît le taux élevé des populations utilisant le téléphone mobile.



« Cette cérémonie est l'aboutissement d'un projet qui a débuté il y a plus d'un an et demi. » C'est par cette phrase que commence le discours de M. Abdoulaye Cissé, Directeur Général de Moov Gabon. Il rappellera, à cette occasion solennelle, l'importance de ce projet pour la maison mère de Moov Gabon, le groupe Etisalat. Il fait partie des projets stratégiques parce que, au-delà d'améliorer le faible taux de bancarisation au Gabon, le service financier sur le mobile est un levier de croissance important pour la société. Il a mis du temps avant de naître parce que c'est un service financier pour lequel il faut des autorisations, des conformités par rapport à la réglementation en vigueur et la maîtrise des risques. Cela ne peut se faire que sur la robustesse du socle d'une bonne plateforme.

La plateforme des services mobiles étant certifiée par les autorités de la Banque Centrale, il ne restait plus qu'à organiser cette cérémonie de

lancement officiel du produit. Pour en arriver à cette manifestation, le Directeur Général de Moov a révélé que son entreprise a été le seul opérateur à solliciter un audit approfondi de sa structure qui a abouti à un résultat satisfaisant et à des félicitations. C'est dire que la plateforme Flooz est la plus innovante du marché gabonais. Le challenge est maintenant de vulgariser le service et son usage. Pour cela, l'entreprise compte utiliser deux leviers.

Le premier sera arrimé au réseau de distribution qui, avant même le lancement officiel du produit, a obtenu la signature de plus de 100 contrats à travers les partenaires de distribution. Le second levier est le produit lui-même qui

en rendant encore plus fluide la circulation monétaire. C'est l'occasion pour nous de féliciter les deux équipes de projets, celle d'Orabank et celle de Moov », conclut le Directeur Général de Moov Gabon.

Pour Mamoudou Kane, Directeur Général d'Orabank, « la maison mère de Moov Gabon, qui est le groupe Etisalat, a beaucoup d'expérience dans le domaine du transfert d'argent via le mobile. Ce qu'Orabank apporte de plus dans ce projet est qu'en tant que banque, elle garantit toutes les transactions financières qui vont se faire avec la plateforme mobile de Moov Flooz. Le taux de bancarisation au Gabon est de 7 %, ce qui pose un certain nombre de problèmes.



Cérémonie de lancement

présente de nombreuses innovations. « Ce produit va changer le rapport du marché gabonais

Aujourd'hui nous réfléchissons en termes d'inclusion financière, comment faire pour que les gens puissent avoir des services financiers de base. On sait que c'est compliqué d'ouvrir une agence bancaire dans le Gabon profond. Le produit qui est proposé permet à tout client de Moov de pouvoir faire une transaction financière, c'est-à-dire le transfert d'argent, pouvoir payer sa baguette de pain, etc. Il ne s'agit pas d'un énième système de paiement, il va transformer la façon dont le transfert d'argent se fait au Gabon ».

Eclairage :

Flooz est un terme arabe qui fait référence à l'argent. Moov Gabon est la filiale du groupe des Emirats Arabes Unis, Etisalat, qui détient plusieurs filiales en Afrique et en Asie.



Mamoudou Kane, Directeur général Orabank et Abdoulaye Cissé

EDU-GABON

Une plateforme technologique pour réduire la fracture numérique

Nous avons rencontré à ce sujet Pascal Ango, étudiant entrepreneur représentant la plateforme. Il nous présente cette



technologie innovante dénommée « Edu-Gabon » : « Elle est née d'un groupement d'étudiants évoluant dans le secteur de l'économie numérique. Les métiers vont des webmasters, des développeurs d'application au designer. Nous avons pour objectif de rendre accessible le numérique à la majorité des jeunes Gabonais à travers des plateformes qui peuvent servir à l'éducation, à la formation, à l'emploi, à la culture et à l'environnement. Nous avons des solutions dédiées aux étudiants du Gabon, pour leur permettre d'avoir les mêmes informations que ceux de Libreville ou Port-Gentil. Le but : qu'ils n'aient pas à déboursier un sou en bibliothèque ou en salle. Ceci à travers l'outil internet et des logiciels. Comment avoir les contacts des organismes qui s'occupent de la microfinance ? Comment avoir les informations sur les bourses, sur les différents modèles pour entreprendre ? Il y a aussi une plateforme participative où l'on mettra en relation les bailleurs de fonds avec leur appels d'offres de projet et les associations en besoin de financement. Notre

objectif est de réduire la fracture numérique ».

Edu-Gabon existe depuis un peu moins d'un an

« Dans l'orientation de départ, nous avons été séduits par la formule ONG, mais au final, nous avons plutôt opté pour l'option entreprise. La plateforme s'est enrichie d'un site web qui n'est pas en pleine utilisation de son potentiel ; et sur plus de 150 demandes de partenariats, il n'y a eu qu'une dizaine de réponses. Faudrait-il lever l'équivoque en précisant que ce ne sont pas des demandes de financement que nous avons formulées auprès de nos cibles mais de partenariat avec des établissements publics ou privés. Les étudiants sont quelque peu amers, face à tant de réticence, avec un projet simple qui ne requiert pas de grands moyens. L'exemple du Kenya est probant. Dans ce pays, le développement des nouvelles technologies est très impactant ».

PMS

La BICIG à la pointe technologique des TIC

M. Christian Gondjout, Directeur Stratégie et Développement de la Banque pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG,) ne tarit pas d'éloge pour son établissement bancaire qui a pris le train de l'innovation en faisant siennes les technologies d'information et de communication afin d'offrir de nouveaux services de pointe à sa clientèle. Il est important de proposer sans cesse aux clients des produits qui répondent aux besoins de son temps. C'est dans ce cadre que la BICIG a fait un inventaire des produits qu'elle propose à ses clients.

Bicig Cash : Permet à un porteur de carte d'effectuer des retraits d'espèces dans des localités dépourvues de services financiers grâce à un terminal de paiement (TPE) et un partenariat avec des commerçants.

Bicig Net et SmsBanking : Services de consultations à distance de son compte bancaire, et d'échange de fichiers. Permet l'envoi d'instructions à sa banque pour des transferts, des commandes de chèques, entre autres.

Bancarisation des populations estudiantines : L'Etat, ne souhaitant plus confier au trésor le paiement des bourses des étudiants, a lancé un appel d'offres pour mettre en œuvre un meilleur dispositif. Dans l'offre de la BICIG, premièrement, chaque étudiant a un compte, ensuite, les coûts sont limités au maximum.

Bicig Mobile : Première banque en termes de services offerts, dans le registre du Mobile Banking. L'offre Mobile Banking, multi-opérateur, grâce à l'acquisition propre d'une plateforme de télécommunication. Consiste ainsi à la mise en disposition d'un compte en monnaie électronique pour effectuer tous les services bancaires de base, dépôts, retraits, transferts. Avec la SEEG, paiements des factures (appel d'offres remporté par Bicig Mobile, renforçant le statut de la banque dans le peloton des leaders. Avec Canal +, l'offre permet d'améliorer l'accès aux services de réabonnement Canal +, et CanalSat, via son GSM. Bien sûr d'autres produits sont à venir !

TECNOPOLE

La solution idoine contre la pollution de l'air

Une société dans l'ère du temps. Spécialisée dans une nouvelle méthode de réparation des moteurs à injection électronique, en particulier des moteurs Diesel à injection électronique. C'est avec un ordinateur, un logiciel adapté, que l'analyse et le dépannage des moteurs sont faits. Il s'agit des moteurs qui ont été mis en place dans les années 2000. Tout est parti des nouvelles normes antipollution édictées dans les pays développés.



Les Etats européens et américains ont mis beaucoup de restrictions sur les émissions de gaz à effet de serre, surtout pour le matériel roulant. Cela a occasionné des modifications sur les moteurs. Il n'était plus possible de répondre à ces exigences avec les anciens moteurs qui étaient des moteurs à injection mécanique. On ne devait plus avoir un certain nombre de particules

au niveau de l'échappement. Les constructeurs de moteurs ont été obligés de mettre en place de nouveaux systèmes d'injection qui permettent de mieux maîtriser la combustion dans les moteurs, ce qui fait qu'il n'y a plus de gaz visible à l'échappement du moteur. De façon automatique, on a moins de pollution. Il y a par exemple une directive européenne qui oblige tout le matériel roulant

à avoir des moteurs dont l'émission de gaz correspond à ses normes.

Parlant de l'expertise sur ces moteurs

Tecnopole ne prétend pas être la seule à proposer ce type de réparation. Il est important de souligner que la maîtrise de ces moteurs a demandé des formations supplémentaires. Le système de dépannage a changé avec l'arrivée de ces nouveaux moteurs. Pour le dépannage on n'a plus besoin de clés, de tournevis ou de ce genre de choses. On a obligatoirement besoin d'un ordinateur avec des logiciels qui permettent de communiquer avec le processeur du moteur. Il y a un processeur central qui se trouve forcément sur le moteur et qui analyse les conditions de charge qui se trouvent sur le moteur. La quasi-totalité des groupes électrogènes, des grues, des camions qui sont Diesel possèdent ce nouveau système à injection électronique. Etant construits ailleurs, ils répondent déjà aux exigences qui sont présentes dans ces pays occidentaux pour la plupart.

Types de logiciels utilisés

Dans ce domaine, chaque constructeur a son logiciel d'analyse. Il faut dire que le principe de fonctionnement est le même. Le moteur à injection électronique a deux principes de fonctionnement qui obéissent tous aux mêmes règles. Mais chaque constructeur a son logiciel qui est différent des autres puisque cela fait partie de ce qu'ils vendent. Tecnopole possède deux principaux logiciels de constructeur, il faut dire que ce sont les moteurs poids lourds les plus répandus au Gabon. C'est en effet en fonction de la demande que la société s'équipe. Certains dépannages peuvent se faire sans le logiciel. La particularité du logiciel est

qu'il vous permet d'aller plus loin dans la réparation. Il est même possible grâce au logiciel de modifier certains paramètres du moteur comme sa puissance.

Une plus grande rapidité dans la réparation

Le concept de dépannage de moteur à injection est effectivement plus rapide que la réparation d'un moteur à injection mécanique. De plus, la réparation est plus précise. Dans la mesure où en se connectant sur la machine le logiciel sort l'analyse détaillée, il peut situer le problème. Cela peut être plus complexe et il faut donc faire appel à l'expérience de mécanicien pour résoudre le problème. Il faut avoir l'expérience du mécanicien et la connaissance du logiciel et du principe de fonctionnement de ce nouveau type de moteur. Chaque fois que l'on achète un logiciel, on l'achète avec la formation. Ces nouveaux types de produits s'imposent de plus en plus dans notre paysage.

À PROPOS DE TECNOPOLE

Une équipe performante

Ingénieurs et techniciens spécialisés expérimentés en formation permanente pour garantir un diagnostic rapide et une intervention efficace.

Maîtrise des logiciels de diagnostic sur les nouveaux moteurs à injection électronique de grands manufacturiers (CATERPILAR, CUMMINS, MTU, etc.)

Des activités diversifiées

Telles que la maintenance préventive - visite d'entretien et de contrôle - essais à vide et en charge (sur installation ou banc de charge) - maintenance corrective.

TECNOPOL® SARL

MAINTENANCE INDUSTRIELLE & NAVALE

Spécialiste pour tous travaux de maintenance et de réparation dans le domaine mécanique, électromécanique et hydraulique

Votre Partenaire Energie

Carrefour Forasol - BP. 2697 Port gentil Gabon
Tél : +241 05 81 16 36 / +241 07 55 08 29
Fax : +241 01 55 59 16 - Email : mbarro@tecnopol.net

CABLAGE VOIX, DONNEES ET IMAGE (VDI)

FIBRE OPTIQUE

INTERCONNEXION DES RESEAUX

BLR

TELEPHONE

ONDULEUR

GENIE-CIVIL

ETUDE, INSTALLATION ET MAINTENANCE

tél. +241 01 76 65 21

infracom@igtelecom.net

infracom
INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION

www.igtelecom.net

« MOBILSERT », la trouvaille innovante de Sahelys

Sahelys est une entreprise au cœur des Technologies de l'Information et de la Communication. Une société versée dans les services informatiques, qui fait de l'archivage de données (GED), offre des solutions de services à valeur ajoutée, des services via sms, l'administration réseau. Ces services s'adressent essentiellement aux entreprises et aux administrations.



Maryline Kessi

Le Directeur Général de Sahelys, Alain Kiendrebeogo, présente sa société comme une entreprise à la pointe des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) pour avoir développé ses propres innovations qui lui garantissent une certaine indépendance. C'est une solution de services à valeur ajoutée dénommée « MOBILSERT ». Cette solution est d'autant plus intéressante qu'elle met en place des plateformes multimédias. « Je peux vous confier que le produit est fin prêt et l'entreprise a déjà obtenu les autorisations de l'ARCEP (Autorité de Régulation Connexion Électronique et des Postes). J'irai plus loin en vous informant que des partenariats avec des opérateurs de téléphonie ont été établis et des tests ont même été réalisés », assure Alain Kiendrebeogo. On peut donc affirmer sans se tromper que Sahelys est une société innovante parce qu'elle développe des produits innovants.

Les différentes options du MOBISERV

Le Mobiserv, c'est à la fois la possibilité de diffusion massive d'information, la réalisation de sondage simplifiée, d'édition d'alerte d'informations, de création de bases de données per-

sonnalisées. Il peut également servir de plateforme de call center.

Les principales cibles

Les cibles sont les entreprises, les administrations publiques, la presse, les médias, les établissements scolaires et universitaires.

Que peuvent espérer ses potentiels utilisateurs ?

MOBISERV vient en amont et en support de communication pour pallier la disparition d'affichage urbain (panneaux publicitaires). C'est une réelle plateforme de marketing de proximité, car le ciblage est efficient et sûr à près de 95%. Enfin, MOBISERV est la solution pour maîtriser les budgets liés à la communication et au marketing.

Qu'entend-on par « services à valeur ajoutée » (SVA ou VAS en anglais) ?



Informer- Communiquer- Recruter- Fidéliser

Les SVA sont des solutions qui s'appuient sur des systèmes de téléphonie mobile classique. Elles offrent la possibilité aux utilisateurs de diffuser des informations spécifiques auprès de leur cible par le biais de sms, mms, ou appel vocal à travers un numéro court. Sahelys innove et se démarque de ses concurrents par le développement d'une nouvelle plateforme de SVA MOBISERV. C'est une interface intuitive et paramétrage en fonction du secteur d'activité de l'entreprise. Il ne nécessite pas un investissement lourd. Un ordinateur et une connexion sont nécessaires à son déploiement. Le serveur est intégralement hébergé aux USA. Ainsi le service n'est pas tributaire des défaillances liées aux connexions Internet qui affectent les fournisseurs locaux.

L'accès Internet au Gabon

Il y a encore du chemin à parcourir pour l'accès à Internet au plus grand nombre. Cependant, il faut aussi reconnaître qu'il y a eu un énorme progrès. Ayant suivi l'évolution de l'offre Internet dans notre pays durant ces dix dernières années, il faut à juste titre reconnaître que des progrès ont été réalisés et que le coût d'accès à Internet a été divisé pratiquement par dix, voire plus. « En termes de vitesse de connexion nous constatons également une amélioration. Dans les jours à venir la connexion va être améliorée grâce au second câble sous-marin, qui a été installé, cela renforcera la capacité de connexion au Gabon », précise le jeune entrepreneur. Ce que l'on peut déplorer dans ce domaine, c'est l'absence de la concurrence pour avoir consenti le monopole à Gabon Télécom qui propose la fibre optique. « Nous proposons que la gestion de la fibre optique soit confiée à une entreprise neutre et non à un opérateur de téléphonie. Quant à l'offre Internet mobile, nous constatons malheureusement que nous sommes encore à la traîne, parce qu'il n'y a pas longtemps que Airtel a mis en place la 3G. Alors que d'autres pays sont déjà à la 4G et que le Burkina Faso qui n'est pas un pays développé et qui n'a pas encore accès à la fibre optique. Le pays des hommes intègres est à la 3,75 G. C'est dire que l'offre Internet mobile est encore limité et demande à être booster », ajoute Alain Kiendrebeogo.

Parlons du Cloud

Le terme Cloud est un mot anglais qui signifie nuage. C'est un procédé de stockage des données électroniques. C'est la nouvelle tendance du marché informatique. Traditionnellement on devait installer une infrastructure informatique dans l'entreprise, c'est-à-dire des serveurs pour mettre en place par exemple le système de messagerie, les applications de métiers, etc. Mais le coût d'investissement pour un data center reste encore très élevé. Pour preuve, un entrepreneur a installé pour les services de son entreprise un data center qui lui a coûté 2 milliards de francs CFA.

Or, aujourd'hui, on peut installer des serveurs, comme on dit, dans les nuages (Cloud), c'est-à-dire des serveurs domiciliés physiquement aux Etats-Unis, en France et en Chine et administrer ses serveurs via Internet. En fait, vous louez une capacité opérationnelle avec ces sociétés. Le Cloud est un ensemble de technologies qui permet d'externaliser une partie de l'informatique centrale. « L'essentiel est que celui avec qui j'ai loué le service me garantisse une fonctionnalité de mes outils informatiques à 99,99 % du temps. En effet, le client paie pour avoir le résultat et pour ne pas se préoccuper de la maintenance d'un informaticien », note encore Alain Kiendrebeogo.

Accessibilité du Cloud au Gabon

Être sur un Cloud nécessite d'avoir la connexion à l'Internet en permanence, ce qui n'est pas toujours le cas chez nous. En sus, il

faut être sûr d'avoir le même débit et que la fourniture d'électricité soit constante et régulière. « En effet, pour une coupure d'électricité ou une quelconque interruption de la connexion Internet, je perds pour mes affaires environ 300 dollars par mois. Mais lorsque tout fonctionne bien alors j'atteins les résultats escomptés », avance l'homme d'affaires.

L'e-marché un échec ou une réussite dans le contexte gabonais ?

L'évolution de l'e-marché est encore timide mais il y a un marché potentiel, qui va forcément se développer, notamment avec l'avènement ces dernières années du système de paiement de la téléphonie mobile. Cela a commencé avec AIRTEL MONEY, la BICIG, GABON TÉLÉCOM et aujourd'hui MOOV qui vient de lancer FLOOZ. Il y a un développement généralisé de tous les systèmes de paiement inhérents au développement du secteur des Télécoms. Il faut le reconnaître, mais aujourd'hui, au niveau des TÉLÉCOMS, nous sommes arrivés à un certain niveau de saturation du marché. Recruter davantage d'abonnés au Gabon n'est plus un enjeu majeur parce qu'aucune entreprise ne peut prétendre faire de la marge dans ce domaine. Il faut maintenant développer de nouveaux produits.

D'où l'importance du développement des systèmes de paiement mobile qui vont révolutionner l'e-commerce dans notre pays. Ce qui freine jusqu'à ce jour l'e-marché, c'est le bas niveau du taux de bancarisation des populations du Gabon. Les seules possibilités d'achat de produits sur l'e-marché, c'est la possession des cartes Visa. Cette solution a du mal à se réaliser dans le contexte africain. Il ne reste plus que la possibilité de régler ses factures via des téléphones à l'exemple du Kenya qui a vu son taux de bancarisation se multiplier grâce au mobil banking.

Les relations avec les concurrents

« On est à la fois concurrents et partenaires. En tout cas nous avons souvent recours à un certain nombre de personnes qui sont théoriquement des concurrents mais pas des concurrents sur l'ensemble des produits et services. Le plus souvent nous sommes des concurrents seulement sur des segments précis, parfois complémentaires sur d'autres segments. Il y a une partie concurrente et une autre complémentaire. La plus grande part de marché de Sahelys se concentre plutôt sur l'archivage de la gestion des données (GED) qui représente pratiquement un tiers de nos activités », note Alain Kiendrebeogo.

Coup de gueule et coup de cœur

Coup de gueule : les PME ne bénéficient d'aucun support de banques et encore moins d'aucune autre institution financière. Lorsque vous voulez par exemple 50 millions de nos francs, il faut présenter une garantie égale ou supérieure à 50 millions de francs. C'est-à-dire que vous donnez 50 millions de francs pour qu'on

vous prête 50 millions de francs. Où est la logique dans une telle opération ? Ce coût élevé des crédits s'explique logiquement par l'inclusion de la prime du risque, le taux d'intérêt des crédits proposés par les banquiers.

Les PME du secteur des TIC, un secteur très innovant, ne peuvent réussir que si des mécanismes de soutien sont mis en place. Prenez les

cas de Microsoft, Apple, Google et Facebook qui ont été créés par des étudiants qui n'étaient pas en principe des milliardaires. Ils le sont aujourd'hui grâce aux systèmes de soutien dont ils ont tiré profit. Et les banques ne prêtant qu'aux riches, l'on fait avec les moyens disponibles.

La Rédaction

OLiUM

FRANCE - GABON - REPUBLIQUE DU CONGO - RDC - SENEGAL

Acteur majeur dans l'intégration des solutions à forte valeur ajoutée

DataCenter InfrastructureIT

-Energie	-Consolidation
-Para-foudre / Paratonnerre	-Virtualisation
-Vidéosurveillance	-Système (windows, Linux, AIX)
-Contrôle d'Accès	-Sauvegarde Centralisée
-Anti-Intrusion	-PRA/PCA
-Porte coupe-feu	-Supervision LAN/MAN/WAN
-Plancher/Plafond Technique	-Gestion Électronique des Documents (GED)
-Etanchéité	-Messagerie
-Sécurité Incendie	-Formation
-Contrôle environnementale	-SAV
-Cooling	-Audit, Conseil & Optimisation
-Asservissement	-Téléphonie & Visioconférence

SOLUTIONS ET SERVICES DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION +241 01 74 16 76 | hotline@olium-group.com www.oliugroup.com

Première édition de la journée des Technologies Média Télécommunication : prédictions 2014

Elle a été organisée par le Cabinet international de conseil Deloitte, afin de donner les tendances du secteur des Technologies, Médias et Télécommunications en Afrique francophone. Il faut souligner que ce type de rendez-vous est organisé par le groupe depuis de nombreuses années, mais c'est le premier du genre au Gabon.



La journée Paix et développement

Il s'est agi de présenter Deloitte TMT en quelques mots, ensuite les TMT en chiffres et la présentation des « TMT Predictions 2014 » à proprement parler. Le principal orateur était Karim Koundi, Directeur Associé de Deloitte Conseil Tunisie, il est également TMT Industry Leader pour l'Afrique francophone. A ses côtés se trouvaient Nicolas Balesme, Managing Partner de Deloitte Gabon, et Achille Wafeu, Directeur Audit & Advisory de Deloitte Gabon, il est aussi TMT Industry Leader au Gabon.

S'agissant des TMT en chiffres en Afrique, il est important de savoir qu'avec une croissance PIB du continent africain (la 2e la plus importante au monde après l'Asie) et l'émergence d'une classe moyenne estimée à plus de 100 millions de personnes d'ici à 2020, le secteur des Télécom, Média et Technologies est pour le continent africain l'un des catalyseurs de sa croissance. De plus, le développement de la connectivité internationale par câbles sous-marin a catalysé la croissance des Télécoms et la réduction des prix de la connectivité en Afrique.

Un parc mobile en croissance au Gabon

Au sujet des TMT en chiffres au Gabon, le déploiement du haut débit devrait redynamiser le secteur TIC gabonais et créer d'importants relais de croissance durant les 5 prochaines années, selon le principal auteur. Un parc mobile en croissance constante, estimé à 2,95 Millions en 2013. Le Gabon a un taux de pénétration Telecom mobile de 194%. Le post payé ne représente que 0,6% du parc mobile total déclaré. Après une forte baisse en 2010 (pression du régulateur + arrivée du 4e opérateur). Cette évolution est semblable aux autres marchés de la région et est due à la pression sur les prix. Le pays compte 19 282 abonnés du téléphone fixe à fin 2013, soit une pénétration de 1,27%. Avec un parc Internet qui ne cesse d'augmenter avec le développement du parc Internet Mobile qui représente 93% du parc Internet global, le lancement du haut débit mobile (3G) en 2014 n'est pas pour faire baisser cette tendance.

Progression mondiale constante et régulière des ventes d'équipements électroniques

Concernant la présentation des « TMT Predictions 2014 », l'orateur a souligné trois facteurs orientant les tendances TMT depuis plus d'une décennie : la connectivité, la vitesse des processeurs et la qualité de stockage. Il a analysé la progression mondiale des ventes d'équipements électroniques. En 2014, une progression mondiale de 50 milliards de dollars est prévue. Les Smartphones, tablettes, PC, télévisions et consoles de jeu devraient enregistrer des ventes dépassant les 750 milliards de dollars en 2014, soit 50 milliards de dollars de plus qu'en 2013. Et si l'on compare les ventes de tous ces appareils aux chiffres de 2010, la hausse est supérieure à 100%. Deloitte anticipe un tassement de la croissance et si les ventes ne faibliront pas, leur croissance tournera au ralenti et celles-ci ne dépasseront pas les 800 milliards de dollars par an.

Selon son analyse, les phablets ont encore de beaux jours devant elles, mais le pic est à l'ho-

rizon. Les phablets, ces Smartphones à l'écran compris entre 5 et 6,9 pouces, représenteront un quart des ventes de Smartphones, soit 300 millions d'unités en 2014. C'est le double du volume enregistré en 2013, et dix fois plus qu'en 2012. Les recettes générées par les phablets devraient se chiffrer à 125 milliards de dollars, avec un prix moyen de vente de 415 dollars, soit environ 10 % de plus que les Smartphones dans leur ensemble. Mais cet élan devrait rapidement retomber pour se tasser en 2014 ou 2015 et plafonner à 30-40 % du marché global des Smartphones.

Les nouveaux produits et les enjeux associés à l'entrée du haut débit sur le marché gabonais

L'orateur a également évoqué l'avènement des accessoires connectés. Ainsi, selon ce dernier, 10 millions d'accessoires connectés devraient se vendre en 2014 pour générer près de 3 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Les lunettes connectées devraient se vendre à quatre millions d'unités, avec un prix de vente moyen de 500 dollars. Pour les bracelets fitness et les montres intelligentes, il faudra probablement tabler sur six millions d'unités vendues, avec un prix moyen de 160 dollars. Les lunettes connectées, les bracelets fitness et montres intelligentes nécessitent un Smartphone.

L'un des derniers aspects évoqués concerne les enjeux associés à l'entrée du haut débit sur le marché gabonais. Il en a été révélé 4 principaux aspects. Le premier concerne l'amélioration de l'expérience client et la maîtrise de la qualité de service d'où une plus grande connaissance des usages et comportements des clients. L'autre enjeu majeur est sur l'optimisation des coûts qui passe par partage des infrastructures Télécom, l'Outsourcing des opérations & maintenance et une meilleure fiscalité. Le troisième enjeu concerne l'innovation et la diversification des offres et des services à travers le Mobile Commerce, le développement du contenu et des applications mobiles et le Cloud. Le 4e enjeu concerne le développement du marché B2B et Data via de meilleures offres et services B2B, une amélioration de l'écosystème de vente et de distribution et des engagements sur les niveaux de services (SLA).

Pour rappel

Deloitte est le plus grand cabinet d'audit au monde avec une masse salariale de 182 000 employés. Il offre des services dans les domaines de la certification, de la fiscalité, de la consultation et des conseils financiers.

Sa présence en Afrique se fait dans la zone UEMOA (Union Economique et Monétaire de l'Ouest Africain) : 8 pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo) avec une devise commune (franc CFA lié directement à l'euro), un système comptable et fiscal commun (OHADA) et des experts-comptables habilités à travailler dans les autres pays de la sous-région. Cette zone géographique est couverte à travers trois bureaux : le bureau d'Abidjan (Côte d'Ivoire), le bureau de Cotonou (Bénin) et le bureau de Dakar (Sénégal).

La rédaction

Qu'est ce qu'un nom de domaine ?

Par Annie-Laure CORDIER

Une adresse internet ou **nom de domaine** est l'équivalent de votre boîte postale sur internet. C'est la manière dont vos clients ou contacts vont trouver et identifier votre site internet sur le Web.

Il se compose d'un nom et d'une extension en fonction du pays ou de l'activité, **.ga** pour le Gabon, **.ca** pour le Canada, **.fr** pour la France, **.de** pour l'Allemagne, **.ci** pour la Côte d'Ivoire, **.cm** pour le Cameroun, etc. **.com** pour les organisations commerciales,

.org pour les organisations à but non commercial, etc.

Le nom de domaine est indispensable à l'identité de toute marque, société, personne morale ou physique, souhaitant se positionner sur le réseau Internet.

Au Gabon, nous avons la chance de réserver gratuitement la majorité des noms de domaine en .ga.

Les questions à se poser avant de réserver un nom de domaine.

Il faut vérifier si le nom de domaine au Gabon est disponible en allant sur le site www.my.ga. S'il est libre, la seconde étape est de s'assurer qu'il ne peut être réclamer par une autre structure au Gabon ou à l'international. En cas de conflits, c'est en général la structure la plus ancienne qui conservera le nom de domaine. C'est pourquoi il est important de vérifier s'il y a déjà une marque, une entreprise ou même une personne susceptible de revendiquer l'utilisation du nom de domaine (généralement les noms patronymiques connus du Gabon).

Autre astuce : vous avez déjà un nom de domaine, mais êtes-vous sûr d'en être le propriétaire ?

Si vous avez fait appel à un prestataire (Webmaster, entreprise) pour réserver votre nom de domaine, vérifiez que vous en êtes bien l'heureux propriétaire. Pour cela, il suffit d'aller sur le site internet www.whois.com, de taper votre nom de domaine et de cliquer à côté sur Whois pour vérifier le nom de la personne indiquée à côté du terme « Registrant » (propriétaire). C'est bien vous ? Alors félicitation ! Sinon, demandez à votre prestataire une transmission volontaire du nom de domaine qui équivaut à un changement de propriété.

quand la
vitesse
est une exigence
la 3G/4G
est une évidence

Pour souscrire aux forfaits internet
composez gratuitement *111*1#

**Airtel, 1^{er} réseau
3G/4G au Gabon**

SOGADIPH

Démocratiser le service de l'abonnement via des services de proximité

Le Directeur Général de SOGADIPH, Marcel Mouloungui, nous a accordé une interview sur les activités de son entreprise, et parcouru avec nous le tour des nouveaux défis à relever, des nouveaux produits et des perspectives dans tout l'environnement de la TIC au Gabon. SOGADIPH étant un partenaire de Canal + à 80% à travers surtout la vente des abonnements.

Economie Gabon+ : Pouvez-vous nous parler, M. Marcel Mouloungui, de vos activités et de votre partenariat avec Canal+ ?

Marcel Mouloungui : Le premier contact avec l'abonné c'est d'abord l'abonnement, l'abonnement c'est le recrutement. Je recrute l'abonné, je lui délègue un numéro d'abonné, dans son numéro d'abonné il a le numéro du matériel qu'il utilise et commercialement je lui propose le bouquet. Ensuite je viens sur ce qu'on appelle le réabonnement qui signifie que vous êtes déjà

un abonné doté d'un numéro et moi je vous ramène à un préabonnement. Aujourd'hui le système de réabonnement a changé, on a essayé de démocratiser l'abonnement pour qu'il soit plus près de nous. Donc on met les petits kiosques que vous voyez dans les quartiers, les stations d'essence, les kiosques à journaux pour être plus près de l'abonné.

Economie Gabon+ : Quels sont actuellement les nouveaux produits de Canal + ?

MM : Les produits, mais lesquels ? Voilà pour-quoi je vous disais de faire attention à la termi-

nologie parce que nous avons le produit et l'abonné. Nous avons le produit matériel tel que le nombre de chaînes qui s'ajoute à d'autres. Ce sont là tous nos produits. Pour reprendre, je suis partenaire de Canal+ en qualité de distributeur agréé. Et à l'intérieur de la distribution Canal +, j'ai un réseau de sous-traitants : je vous recrute et vous me représentez au quartier. Nous sommes à Libreville et à Tchibanga. Je suis propriétaire d'une boutique en propre où travaille mon propre personnel, qu'on appelle PVE (point de vente en propre), et des sous-traitants qui traitent pour moi.

Economie Gabon+ : Hormis la sous-traitance avec Canal +, quelles sont vos activités en propre ?

MM : L'autre activité de SOGADIPH est l'installation et la distribution radio télévisée. Mais 80% de notre activité repose aujourd'hui sur Canal +. Auparavant c'était 60 /40 parce que j'avais le matériel, mais aujourd'hui Canal + a décidé d'avoir un « merching », c'est-à-dire qu'il impose à tous ses sous-traitants d'avoir des boutiques de la même couleur. Donc les boutiques sont mises au « merching » couleur locale de Canal +. C'est un concept sur l'agencement de toutes les boutiques. Ce sont donc les couleurs grises et noires qui prévalent partout.

Economie Gabon+ : Par rapport à votre secteur, est-ce que vous avez une analyse globale ?

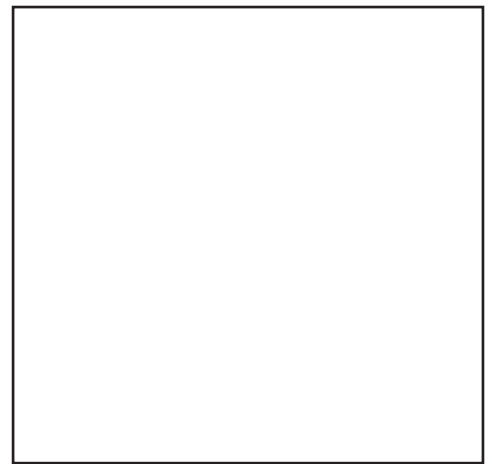
MM : Disons que la technologie poursuit son évolution et d'ici à 2015, nous allons passer de la technologie numérique à la TNT (Télévision Numérique Terrestre). Mais le problème, c'est de faire de la place aux écrans plats. Si aujourd'hui nous changeons de matériel c'est parce que les satellites changent. A l'époque nous étions sur la bande C, les grosses paraboles qu'on appelle techniquement le réflecteur, car le satellite reflète dessus. Maintenant nous allons sur la bande KU, des stations satellites, quand il n'y a pas d'obstacle il passe, quand il pleut il y a ce qu'on appelle le voileage.

Economie Gabon+ : Mais pourquoi ces changements de satellite ?

MM : Comme je viens de vous l'expliquer, le satellite tape sur le réflecteur, au bout vous avez ce qu'on appelle une tête qui capte les signaux, mais sur la base de 24volts que le décodeur envoie et transforme ces signaux en audio et vidéo. C'est pour cela que quand il pleut les gens bougent le réflecteur mais cela n'a aucun effet parce que c'est la tête qui est voilée avec l'eau. L'avantage que nous avons ici au Gabon, c'est que nous sommes sous l'équateur et tous les satellites du monde entier tournent autour de l'équateur.

Economie Gabon+ : Ce n'est donc pas la parabole qui serait le plus important mais plutôt la tête ?

MM : Non, la tête ne compte pas si la parabole ne reflète pas. C'est pour cela qu'on pointe à l'ouest car le satellite de Canal+ est à l'ouest. C'est la bande Ku. Si vous voyez bien les étoiles qui brillent fortement dans le firmament, c'est la bande Ku, ce sont des satellites qui sont à une distance de 12 à 16 milles mètres d'altitude. C'est pourquoi si l'on change de parabole c'est pour résoudre un problème de volume de



signaux. Il y a des satellites qui peuvent prendre 140 canaux, 240 canaux (canaux de télévision ou internet). C'est pour cela qu'on change, si on va sur une orbite de degré ouest, nous avons plus de canaux, alors qu'il y a d'autres qui ne dépassent pas un certain nombre de canaux. Au niveau de l'abonnement nous avons donc tout démocratisé sur 3, 6 et 12 mois. Nous avons aujourd'hui introduit le principe de la date à la date mensuelle égale. C'est-à-dire que lorsque vous prenez un abonnement aujourd'hui le 27 du mois, vous ne renouvelez votre abonnement que le 27 de l'autre mois.

Economie Gabon+ : C'est dire que le futur de la télévision gabonaise reposera sur le fait que chaque famille devra se débarrasser des anciens postes de télé ?

MM : Si l'Etat a de l'argent, le futur de la télévision gabonaise c'est plutôt la TNT, qui permettra à tous les citoyens d'être câblés. Soit c'est l'Etat qui finance les décodeurs, soit ils sont payés par les consommateurs eux-mêmes. Mais les têtes des réseaux TNT ne sont pas commercialisées. Normalement il y a des têtes de réseaux de 14 canaux qui vont prendre les chaînes locales. Toutefois si la production dans le studio n'est pas numérisée vous n'aurez pas le numérique sur vos télé mais l'analogique. C'est dire qu'il faut déjà numériser les studios.

Economie Gabon+ : Aujourd'hui il existe aussi le développement de l'e-marché ?

MM : Le marché en ligne ne peut pas bien se développer au Gabon parce qu'il n'existe pas de mode de paiement approprié et surtout parce que le niveau de bancarisation est encore très faible. En Occident le niveau de bancarisation de la population est très élevé et la carte de retrait banalisée. Avec la carte de crédit, le paiement est plus viable et l'on peut développer l'e-marché dans notre pays. Ce n'est pas encore le cas aujourd'hui. Moi j'ai un central internet en même temps qu'une carte bleue qui me permet de faire des opérations en ligne. Aujourd'hui à Canal + nous avons créé le prélèvement à partir du prépayé sur Airtel Money. Ce sont là des plateformes bien organisées qui ne pourront être logées qu'à Paris. Pas ici ! Avant que l'argent arrive à la BICIG, il passe d'abord par la centrale de Canal+ en France, à Boulogne, avant de se positionner sur le web. Ainsi, le mobile d'Airtel affichera que l'abonné a effectivement payé son abonnement et Paris déclenche automatiquement l'abonnement ou le renouvellement de l'abonnement. Enfin il y a lieu de constater que nous avons un problème de communication et de couverture et pourtant nous avons la fibre optique.



JEAN-CLAUDE MOUSSAVOU, DG DE L'ECOLE NATIONALE DES INSTITUTEURS DE LIBREVILLE (ENIL)

“Enseigner aujourd’hui, c’est mettre les élèves en activité”

C’est l’avis d’un expert en Education et Formation, M. Jean-Claude Moussavou, DG de l’Ecole Nationale des Instituteurs de Libreville (ENIL), qui nous accorde une interview au contenu très enrichissant, en particulier sur « l’approche par la compétence ».



Jean Claude Moussavou DG ENIL

“Le recrutement est essentiellement de la compétence du gouvernement et par conséquent de notre Ministère de tutelle qui organise le recrutement à travers un concours d’entrée auquel nous sommes associés en tant que partenaires dans ce dispositif.”

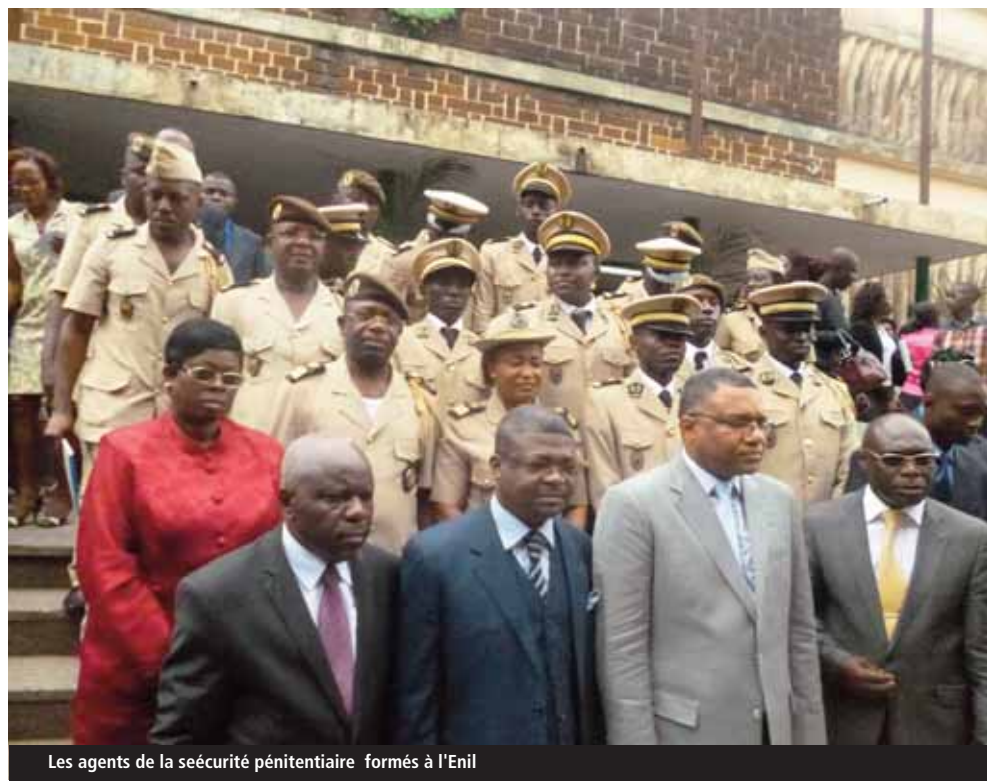
E G + : Vous avez présidé la cérémonie de remise de diplôme de la « 3^e promotion émergence 2012-2014 », quel bilan faites-vous de la formation des instituteurs au Gabon ?

Jean Claude Moussavou : Mon équipe et moi avons été conduits à la gestion de l’institution depuis 2010, et par conséquent nous sommes à la tête de l’ENIL depuis quatre ans. C’est l’occasion qui m’est accordée de faire un bilan de ce qui a été fait. Je peux donc dire que le bilan est positif car nous n’avons que des retours positifs des enseignements que nous donnons. Il y a une amélioration de la qualité d’enseignement. Nos lauréats apportent une nouvelle vision dans la pratique de l’enseignement, dans la contradiction de ce qui était souvent fait dans une forte absence de la qualité du résultat et le manque de pertinence des cours qui étaient sou-

vent donnés. Notre préoccupation première n’est pas de réaliser un pourcentage de réussite de 100 %, et je le disais déjà à M. le Ministre délégué auprès du Ministère de l’Education Nationale et de l’Enseignement Technique et Professionnelle. Si nous devons faire du 100%, il faut qu’il soit pertinent et que tous ceux qui réussissent à l’ENIL soient capables d’apporter à l’école gabonaise des améliorations valorisantes. Nous sommes donc tout à fait confiants dans tous les jeunes qui sortent de l’ENIL parce que, par leur réussite, ils nous permettent de relever le niveau d’encadrement de nos élèves, que ce soit dans le primaire ou le pré-primaire.

E G + : Quelles sont les différentes conditionnalités à remplir pour être admis à l’ENIL ?

Jean Claude Moussavou : Le recrutement est es-



Les agents de la sécurité pénitentiaire formés à l'Enil

pement des compétences. Les activités que nous proposons en lien avec cette approche doivent nécessairement développer l’objectif visé par la leçon et atteindre la compétence visée. L’autre aspect important que nous valorisons est l’approche par la compétence qui influence énormément l’évaluation. Celle-ci ne se fait plus de façon subjective mais répond à des critères d’objectifs bien précis. L’enseignant dispose donc des indicateurs et des critères de la note. Cette note de l’apprenant dépend aussi de ces deux aspects mais cela n’est pas suffisant. En effet, l’enseignant doit s’interroger sur ses erreurs et doit comprendre pourquoi l’élève n’a pas réussi à réaliser une activité donnée. Pour comprendre, il doit se mettre dans une posture de chercheur. On imagine les sources possibles d’erreur tel un médecin qui, à travers des symptômes, cherche la maladie et les solutions idoines.

De ces suppositions, on propose des activités qui vont permettre de corriger la source d’erreur. Je vous prendrai un exemple simple : on donne une activité aux élèves de troisième année (niveau CE1 CE2) et dans leur phrase tous les verbes du premier groupe au lieu de se terminer en « ent », se terminent en « es ». Comme par exemple dans la phrase « les enfants mangent » au lieu de « mangent ». On se pose donc la question de savoir pourquoi l’enfant a mis « es » au lieu de « ent » qui est logiquement le pluriel d’un verbe du premier groupe. En conclusion, ces enfants ont en réalité une bonne notion du pluriel mais ils ne font pas la différence entre ces aspects du verbe. Et par conséquent, ils ne savent pas adapter la notion du pluriel au contexte et c’est à ce niveau que cette approche revêt une grande importance. La source d’erreur est que l’enfant ne sache pas quel est le pluriel des verbes. On va donc rappeler la règle et la dimension d’application de la règle de diverses façons.

E G + : Des officiers de la sécurité pénitentiaire étaient parmi les récipiendaires, quelle était la raison de cette présence ?



Enil PROMOTION 2014

sentiellement de la compétence du gouvernement et par conséquent de notre Ministère de tutelle qui organise le recrutement à travers un concours d’entrée auquel nous sommes associés en tant que partenaires dans ce dispositif. Pour être candidat à ce concours, il faut être titulaire d’un baccalauréat toutes séries confondues ou être un fonctionnaire de catégorie B1 ayant servi pendant au moins 5 ans dans la Fonction publique. La deuxième condition, c’est bien sûr de réussir au concours d’admission.

EG + : Parlez-nous des nouvelles méthodes d’enseignements...

Jean Claude Moussavou : Il faut préciser qu’il n’y a pas en réalité de nouvelles méthodes d’enseignement. L’« *approche par la compétence* » est en fait la méthode qui influence les méthodes d’enseignement. Enseigner aujourd’hui, c’est mettre les élèves en activité et c’est en pratiquant ces activités par l’approche par compétence qu’il y a dévelop-

Jean Claude Moussavou : Notre Ecole a effectivement formé 9 officiers de la sécurité pénitentiaire. C’est à l’initiative du Gouvernement, à travers le Ministère de la Justice et le Ministère de l’Education Nationale et de l’Enseignement Technique et Professionnelle. Nous avons reçu des injonctions du Gouvernement et nous nous sommes exécutés. Il s’agit en fait de mineurs qui sont en conflit avec la loi, qui se retrouvent en prison, mais qui ont droit, au même titre que les autres, à l’éducation et à la formation. Il faut également dire que cela contribue à une meilleure insertion des mineurs à leur sortie de prison.

En définitive, je veux dire que ce pays nous appartient et l’économie du pays décollera véritablement à partir de la qualité de son école. Nous avons tous l’obligation de penser en premier à l’efficacité du système éducatif. Nous devons tous nous battre pour que nous puissions avoir une bonne école pour un développement sûr et durable.

L'écologisation de l'économie africaine

L'économie verte est fondée sur l'hypothèse que le progrès social et économique doit être réalisé de manière qu'il n'épuise pas les ressources naturelles limitées de la terre et qu'il tiendra compte des préoccupations concernant le manque de ressources naturelles, la destruction de l'environnement et le changement climatique.

Ce concept est l'aboutissement de vastes réflexions, discussions et analyses qui remontent aux années 80. Lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012 à Rio de Janeiro, l'économie verte a été confirmée comme étant l'un des outils pour la conservation, l'amélioration et la reconstitution du capital naturel, considéré comme un atout économique essentiel donnant naissance à de nouvelles activités économiques et une réelle opportunité de changement social.

Depuis les années 30, la mesure la plus utilisée pour évaluer le progrès économique d'un pays est le Produit Intérieur Brut (PIB), une mesure à la fois de la consommation et de la production au sein d'un pays. Cette mesure est loin d'inclure les contributions à l'économie du capital naturel et celles des écosystèmes qui sont réellement nécessaires à la croissance. Des études ont montré que lorsque la croissance du PIB est ajustée pour tenir compte de la perte réelle du capital naturel, dans la plupart des cas la croissance devient en fait plus faible et même parfois négative.

Par exemple, si l'on mesure les économies de la Chine, des États-Unis, du Brésil et d'Afrique du Sud en fonction du PIB, on constate qu'elles ont augmenté de 422 %, 37 %, 31 % et 24 % respectivement entre 1990 et 2008. Cependant, si l'on fait une évaluation en utilisant l'indice global de richesses sur la base des calculs du PNUE et de l'Université des Nations Unies, les économies chinoise et brésilienne n'ont augmenté que de 45 % et 18 % respectivement, celle des États-Unis n'a augmenté que de 13 %, tandis que celle de l'Afrique du Sud a en fait diminué de 1 %. Ainsi, alors que l'exploitation des ressources naturelles peut générer des avantages économiques à court terme, l'épuisement des ressources va diminuer le potentiel de croissance et de développement économique à long terme.

Nous avons besoin d'un système de valorisation des ressources pour établir un lien entre les préoccupations économiques, les ressources naturelles, les écosystèmes et le capital humain dans le cadre de la planification du développement. Bien que la quantification du coût des dommages écologiques et environnementaux puisse être difficile, une vraie mesure de la transformation doit être capable de coûter aux pays si des ressources sont perdues.

L'écologisation de l'Afrique n'est pas un leurre

Le temps est venu pour l'Afrique de passer à l'économie verte. Les ressources naturelles sont l'épine dorsale de la récente croissance économique du continent, parmi les plus solides au monde. En 2011, par exemple, les matières premières et produits semi-transformés ont représenté environ 80 % des produits africains d'exportation, contre 60 % au Brésil, 40 % en Inde et 14 % en Chine. Les produits agricoles, le bois, les métaux et les minerais, et les hydrocarbures combinés ont représenté environ 35 % de la croissance de l'Afrique depuis 2000. Ils fournissent la base de subsistance de millions de personnes qui dépendent de la fertilité des sols, de la forêt, de la pêche et d'autres ressources de la nature pour survivre. Les ressources naturelles soutiennent aussi beaucoup l'industrie du tourisme et des services associés.

Nous sommes à un moment où la plus grande partie du monde a déjà été industrialisée. Maintenant c'est le tour de l'Afrique. Mais il nous faut admettre que ce n'est pas facile d'être un retardataire. La transformation structurelle de l'Afrique pour s'orienter vers des activités ayant davantage de valeur ajoutée et d'emplois modernes est étroitement liée à un secteur solide des ressources naturelles.



Cela ne va pas sans poser de problèmes. Depuis le début de la révolution industrielle il y a plus de deux siècles, l'industrialisation a été l'un des principaux contributeurs à la dégradation de l'environnement et au réchauffement climatique. La prospérité a été acquise au prix de la régénération de l'environnement, malgré d'énormes gains socioéconomiques.

L'Afrique a été un fournisseur de matières premières, lesquelles ont influencé les progrès dans d'autres parties du monde. Le paradoxe de l'Afrique est d'être une des régions qui nuit le moins possible à la planète, avec des émissions de CO2 par habitant inférieur à une tonne par an, mais de n'en retirer aucun bénéfice, son bilan étant assez mauvais. Mais il n'est plus acceptable d'être à la queue du peloton. L'Afrique ne représente que 2,4 % des émissions mondiales et pourtant la détérioration du climat en pourcentage du PIB est plus élevée en Afrique que partout ailleurs dans le monde.

Les bonnes nouvelles sont que l'Afrique peut apporter des solutions au changement climatique tout en s'industrialisant ! Pour ce faire, il faut que certaines conditions essentielles soient remplies, comme l'acceptation mondiale du principe des responsabilités communes mais différenciées.

Ceux qui sont le plus responsable des émissions de gaz à effet de serre, et ont le plus de capacité d'agir, doivent réduire leurs émissions en premier. L'Afrique a besoin qu'on lui rende justice au plan climatique pour qu'elle puisse obtenir au moins un peu d'aide extérieure dans son processus d'industrialisation. Mais l'Afrique a aussi une variété de possibilités nouvelles qui lui sont propres.

D'ici à 2050, la jeunesse du continent constituera plus d'un quart de la population active du monde. Cela représente un avantage énorme et un capital potentiel de ressources humaines non moins énorme. Arrivant tard à un stade précoce de l'industrialisation, l'Afrique a en fait l'avantage de pouvoir brûler les étapes des préférences technologiques et avoir recours à des technologies qui sont propres, efficaces et économes en ressources, ce qui permettrait d'atténuer le gaspillage et l'épuisement des ressources. Bien que les exigences technologiques et financières de l'industrialisation verte soient considérables, la réaffectation des investissements dans l'économie verte se traduira par une croissance économique plus rapide.

Source : CEA (Carlos Lopes, secrétaire exécutif de la CEA)

Le ROSCEVAC désormais institution de la CEEAC

Cette décision a été prise au cours de la 1^{ère} Assemblée Générale à Libreville du Réseau des Organisations de la Société civile pour l'Economie Verte en Afrique Centrale (ROSCEVAC).

Par Siméon Pambo

Après Rio + 20, la question de l'institutionnalisation du ROSCEVAC a été posée à la CEEAC et il a été décidé lors du récent 3ème Forum International sur les Peuples Autochtones d'Afrique Centrale (FIPAC 3), dont le thème central a été « les savoir-faire traditionnels et l'économie verte », d'enrichir le réseau de textes légaux pour son organisation et son fonctionnement. C'est à ce titre qu'après concertation à Brazzaville et Impfondo, il a été convenu que cette Assemblée Générale du ROSCEVAC se tiendrait à Libreville après la semaine de l'Environnement. Cette rencontre était organisée sur le haut patronage du Premier Ministre du Gabon le professeur Daniel Ona Ondo qui a été représenté par M. Nelson Messone, Ministre de la Forêt, de l'environnement et de la protection des ressources Naturelles et en présence de M. Allam-Mi Ahmad, Secrétaire Général de la CEEAC, S.E Cristina Martins Barreira Ambassadeur Haut représentant de l'Union Européenne au Gabon, et M. Nicaise Mouloungui Président du ROSCEVAC.

La mise en place du Système de l'Economie Verte en Afrique Centrale (SEVAC) nécessitait que celui-ci se dote de plusieurs outils dont, le Réseau des organisations de la société civile pour l'économie verte en Afrique Centrale (ROSCEVAC). Ce dernier, pour parfaire son institutionnalisation dans la communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) doit se doter à son tour des textes légaux fixant son organisation et

son fonctionnement. C'est dans ce cadre que cette Assemblée Générale s'est tenue à Libreville au Gabon.

Une Assemblée Générale qui a réuni plus d'une trentaine de participants représentant les pays de la CEEAC (le Cameroun, le Burundi, la République Centrafricaine, la Guinée équatoriale, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, le Tchad, le Sao Tomé et Principe et le Gabon), la COMIFAC, le FAO, L'UNION EUROPEENNE, la BDEAC, la CEFDHAC, le REPALEAC, le REACEV, le PNUE ou l'UICN et la CEEAC. Lors de ses assises, il a été discuté et adopté en plénières et en sessions, les statuts et règlements qui devront régir le ROSCEVAC, mais aussi le portefeuille des programmes sous-régionaux et nationaux sur le développement durable, la promotion de l'économie verte en Afrique Centrale et les possibilités offertes par le Fonds pour l'Economie Verte en Afrique Centrale (FEVAC). Enfin, le bureau exécutif du ROSCEVAC a présenté le compte-rendu de ses représentants aux différents forums et conventions ainsi que l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations du FIPAC3 et de la feuille de route du ROSCEVAC au niveau de la CEEAC. Les enjeux de cette Assemblée Générale du ROSCEVAC sur l'économie verte sont d'ordre politique, écologique, environnemental et socio-économique. Sur le plan politique, l'enjeu principal est de soutenir la mise en œuvre de la Déclaration de Brazzaville qui consacre l'engagement de la sous-région dans le développement et



Une vue du presidium

la promotion de l'économie verte en Afrique centrale. Il a également été proposé des outils d'évaluation de cette politique. Sur le plan socio-économique, l'Assemblée Générale a pris la mesure des mécanismes du FEVAC pour le financement des programmes de la société civile pour qu'on parvienne à la contribution réelle de l'économie verte au développement économique des Etats, la valorisation des savoir-faire traditionnels, l'amélioration des conditions de vie des populations. Sur le plan environnemental, l'Assemblée Générale a examiné les mécanismes de gouvernance sectorielle à mettre en place pour concilier

développement économique de l'Afrique centrale et protection de l'environnement pour un développement humain durable.

A l'issue de cette Assemblée Générale, le ROSCEVAC s'est doté des outils légaux, d'un bureau exécutif de trois ans et d'une feuille de route décrite à des partenaires techniques et financiers bien connus. Il peut désormais jouer pleinement son rôle, en tant qu'institution de la CEEAC, au sein du Système de l'Economie Verte en Afrique Centrale (SEVAC). Vivement qu'il marque la sous région dans la promotion de l'économie verte.

L'Afrique et l'économie verte

L'urbanisation en Afrique se développe à un taux qui est plus de deux fois celui de la croissance urbaine mondiale qui atteint 3,7 % par an. C'est une occasion rare et historique d'industrialisation rapide. L'Afrique devrait bénéficier de l'expansion rapide de ses villes comme l'Asie l'a fait. Sous réserve que de bonnes politiques publiques soient en place, associer prospérité et densité se traduira par des économies d'échelle.

En effet, des villes denses et compactes peuvent permettre de réduire les émissions par habitant par mètre carré, offrant une plus grande accessibilité en termes d'infrastructures et de services de base. Cela à son tour peut attirer de nouveaux talents et des investissements privés. 62 % de tous les citadins en Afrique vivent dans des taudis, comparé à 24 % en Asie ou à 43 % en Amérique latine. Entre 2005 et 2010, la population totale des villes africaines a augmenté de 17,3 millions et les projections indiquent que, entre 2010 et 2050, les populations combinées des villes africaines vont tripler et atteindre 1,2 milliard de personnes. Cependant, contrairement aux pays urbanisés très tôt, l'urbanisation de l'Afrique se produit à des niveaux de faible revenu et avec d'énormes lacunes dans les infrastructures, en particulier l'énergie et les transports. C'est là que sont les opportunités.

Le changement climatique fournit aux villes une incitation pour améliorer l'aménagement urbain et la prestation de services. L'urbanisation a déjà donné un coup de pouce à l'industrialisation ; 40 % de la population de l'Afrique qui vit désormais dans les villes produit 80 % de son PIB. Le continent devrait être urbanisé à 50 % d'ici à 2030, d'où un potentiel de croissance économique formidable. ONU-Habitat prévoit qu'en 2050, 20 villes africaines seront parmi les 100 plus grandes villes du monde. Par exemple Kinshasa passera à 35 millions d'habitants, Lagos à 33. De nouvelles villes vont vraisemblablement émerger à mesure que l'industrialisation et le commerce interrégional généreront une plus grande activité. Les villes sont donc indispensables pour tirer les avantages d'une économie verte et générer des possibilités d'emploi, l'accès aux services sociaux pour le bien-être des personnes, réduire l'épuisement des ressources et la dégradation de l'écosystème humain.

Facteur déterminant : l'énergie

Répondre aux besoins énergétiques du continent et à la croissance future ne sera possible que si le secteur de l'énergie est beaucoup plus vaste. À l'heure actuelle, la production d'électricité n'est pas fiable dans les pays africains, ce qui entrave le développement du secteur manufacturier. Des données suggèrent que les entreprises industrielles subissent en moyenne 56 jours par année de pannes de courant, ce qui correspond à une perte de 6 % du chiffre d'affaires. Cela ralentit les investissements.

Les enjeux énergétiques sont la norme dans de grandes parties de l'Afrique rurale également. Si les tendances actuelles se poursuivent, près de 600 millions de personnes vivant dans les zones rurales n'auront toujours pas accès à l'électricité en 2030, et un nombre encore plus grand ne disposera pas d'ustensiles de cuisine propres. On estime que d'ici à 2030, un milliard de personnes en Afrique dépendront de la biomasse comme source d'énergie principale. C'est inquiétant étant donné que les feux à ciel ouvert sont largement utilisés pour la cuisson des aliments et continueront d'avoir des répercussions graves sur la santé en particulier pour les femmes et les enfants de moins de cinq ans, sous la forme de pollution de l'air intérieur et de maladies respiratoires comme la pneumonie.

Le vaste secteur agricole et l'économie rurale de l'Afrique jouent un rôle essentiel dans la croissance économique du continent. Amener l'électricité aux communautés isolées est essentiel pour donner un coup de pouce aux entreprises et aux industries. Par exemple l'Ouganda, qui avait le taux d'électrification le plus bas du monde avec seulement 2 % de la population rurale ayant accès à l'électricité, va, grâce à un seul investissement, la centrale hydroélectrique de 250 MW de Bujagali, satisfaire la moitié de ses besoins énergétiques tout en créant plus de 3 000 emplois.

Les Africains consomment actuellement seulement un quart de l'énergie moyenne mondiale par habitant et utilisent un mélange d'énergie hydraulique, de combustibles fossiles et de biomasse. Le potentiel énergétique renouvelable de l'Afrique est sensiblement plus grand que la consommation d'énergie actuelle et projetée du continent. Actuellement, seulement 5 % du potentiel hydroélectrique total de l'Afrique est exploité. L'Afrique, avec 900 TWh supplémentaires sur 20 ans, pourrait fournir un accès à l'électricité à tous. Cela correspond à une année de consommation électrique mondiale supplémentaire. Avec la baisse progressive des coûts de la technologie, l'Afrique a la possibilité de capitaliser en utilisant ses abondantes ressources renouvelables, par exemple, l'énergie géothermique ou les ressources solaires thermiques pour le chauffage et les combustibles bio et l'électrification à base d'énergies renouve-

lables pour les transports publics urbains. En mer, l'accès aux ressources de la haute mer, notamment la fracturation hydraulique pour obtenir le gaz de schiste ou des hydrates de méthane à partir de fonds marins, peuvent bénéficier d'une exploitation plus mesurée, vu l'importance du potentiel d'énergies renouvelables.

L'économie bleue

La masse océanique de l'Afrique est beaucoup plus grande que sa masse terrestre. L'écosystème et les ressources marines, ainsi que l'économie développée de l'industrie maritime, que l'on appelle l'économie bleue, sont essentiels pour promouvoir les intérêts socioéconomiques de l'Afrique. Le potentiel de ses ressources océaniques offre donc une occasion unique pour la transformation de l'Afrique. En particulier, il offre à six petits États insulaires en développement (PEID) et à des pays côtiers africains l'occasion d'élargir leur base de ressources traditionnellement considérée comme étroite.

Les conséquences du changement climatique et l'élévation du niveau de la mer ont exposé les PEID et les pays côtiers à des dommages à la fois irréversibles et mettant la vie en péril. Les émissions de dioxyde de carbone annuel combiné (CO2) de tous les PEID représentent moins de 1 % des émissions mondiales. Les PEID sont victimes d'une vulnérabilité disproportionnellement plus grande étant donné que, à côté des pêches marines, certains secteurs économiques plus traditionnels comme la navigation, la production d'énergie et la fabrication sont concentrés autour des zones côtières. En outre, le changement climatique et la dégradation de l'environnement menacent la diversité des écosystèmes et celle de ressources marines. Des données de la FAO montrent que 75 % des stocks mondiaux de poissons sont totalement exploités ou surexploités et que la chimie des océans est en train de changer à une vitesse et à un niveau inconnus depuis 60 millions d'années.

En adoptant un paradigme vert et en utilisant des technologies propres telles que la réfrigération plus écologique, la gestion améliorée des déchets dans la manipulation, la transformation et le transport du poisson, il est possible d'inverser la santé écologique et la baisse de la productivité économique des écosystèmes marins et côtiers. Par exemple, les fonds marins fournissent actuellement 32 % de l'offre mondiale d'hydrocarbures et at-

Par Neltah

tire un plus grand nombre d'explorations. Les nouvelles frontières du développement des ressources marines progressent, de la bioprospection à l'exploitation des ressources minérales des fonds marins, à celle du vaste potentiel pour la production « d'énergie bleue » renouvelable à partir du vent, des vagues, des marées, des sources thermales et de la biomasse. En outre, l'aquaculture est également en train de devenir un contributeur alimentaire à croissance rapide en fournissant 47 % de la consommation mondiale de poisson.

L'écologie plus qu'un slogan

Dans le domaine du tourisme, par exemple, le PIB de l'Afrique du Sud, du Cap-Vert, des Comores, du Kenya, de Madagascar, de Maurice, du Mozambique, des Seychelles et de la Tanzanie est largement tributaire des stratégies de « l'économie bleue ». Une industrie touristique bien développée dans la région des Caraïbes attire un revenu de 1,9

milliard de dollars des activités de croisière, ce qui est nouveau en Afrique.

Améliorer l'accès aux investissements verts dans les ressources marines et côtières et renforcer la coopération internationale dans la gestion de ces écosystèmes transfrontières, est essentiel si l'on veut passer à une économie verte efficace, à faible intensité de carbone. Il s'agit par exemple d'optimiser les avantages à tirer d'accords de pêche ou de l'extraction pétrolière ou minière et de faire en sorte que les intérêts de l'Afrique se reflètent dans les mécanismes internationaux de gouvernance de l'océan.

L'écologie doit être plus qu'un slogan. Le concept doit faire partie de l'ambition de l'Afrique aux fins d'une transformation qui doit emprunter des voies différentes de celles que les autres ont empruntées jusqu'à maintenant.

Source : CEA (Carlos Lopes, secrétaire exécutif de la CEA)



Nous leur ouvrons la porte du monde.



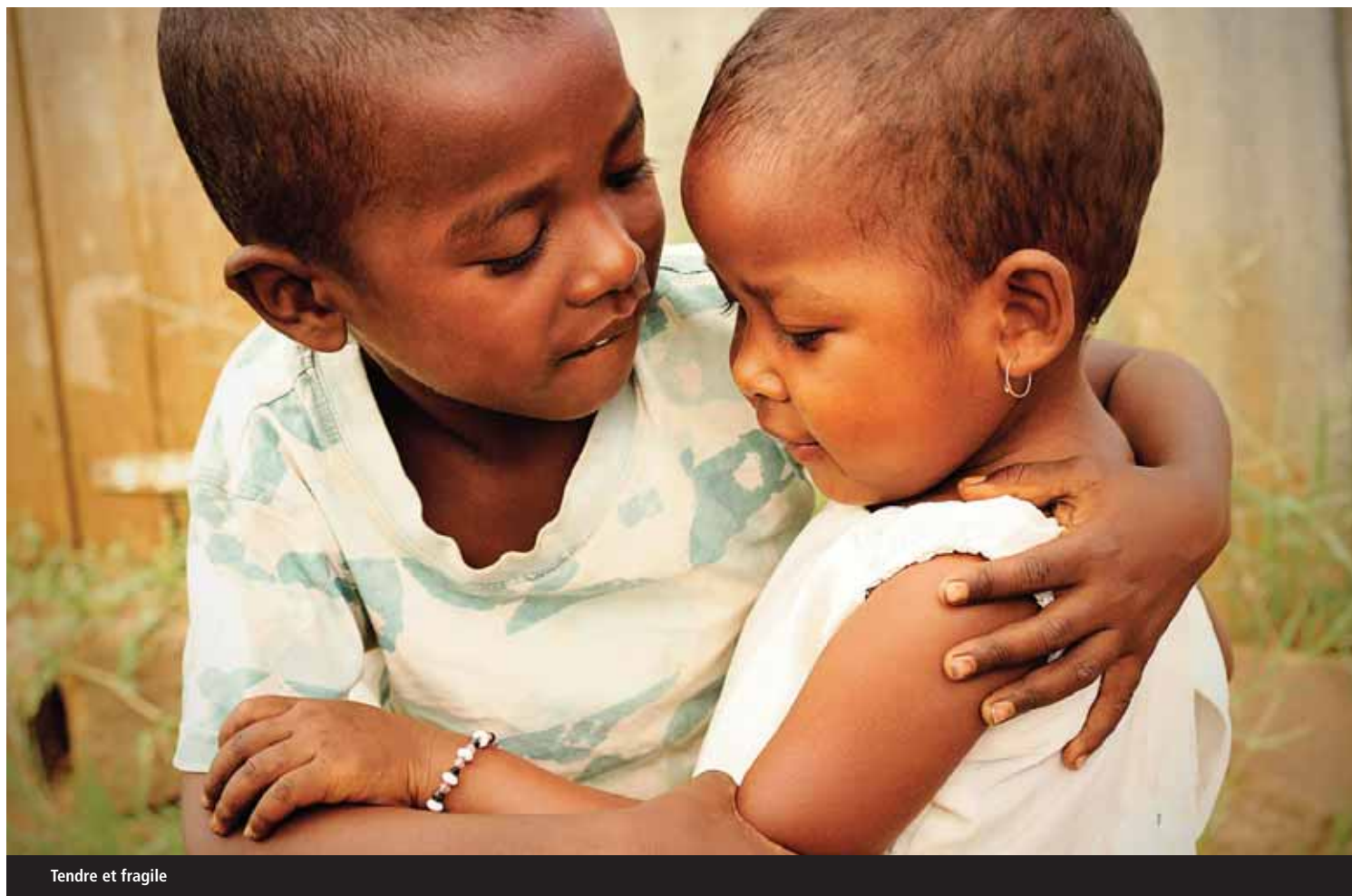
En plein cœur de Libreville, **Ruban Vert**, établissement d'excellence unique en Afrique Centrale, accompagne personnellement vos enfants pour qu'ils comptent parmi les meilleurs. Nous confier vos enfants, c'est leur permettre d'exprimer leur talent et de relever les défis du 21^{ème} siècle, grâce à un programme pédagogique multilingue, une équipe enseignante internationale, la valorisation des sciences, de la technologie, des arts vivants. Nous leur ouvrons la porte du monde.

Pour toute information contactez le (+241) 01 44 26 70 / 04 84 33 80
E-mail : admissions@ecolerubanvert.com • www.ecolerubanvert.com

Inspiring passion for learning

CŒUR ET CONSCIENCE

Une ONG internationale au cœur de la problématique des enfants défavorisés et maltraités s'implante au Gabon



Tendre et fragile

C'est une association internationale d'aide à l'enfance, sans affiliation religieuse ni politique. Sa mission principale est de permettre aux enfants défavorisés et maltraités d'avoir accès à une éducation de qualité fondée sur les valeurs humaines universelles de paix, de respect, de tolérance et de solidarité. Elle intervient selon une approche globale et plurisectorielle dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'accompagnement social et de la protection de l'enfant.

« Cœur et Conscience » aide à travers différentes actions sociales plusieurs milliers de personnes défavorisées à Madagascar depuis presque dix ans. Elle est reconnue par les autorités de ce pays, comme l'une des plus importantes ONG œuvrant dans le domaine social. Il y a 3 ans, le Ministère de la Population et des Affaires Sociales de Madagascar ainsi que l'UNICEF ont choisi Cœur et Conscience pour travailler à la mise en place d'un réseau de familles d'accueil dans le cadre d'un projet pilote qui concerne tout Madagascar. Cette ONG est

réputée pour son expertise dans le domaine social, mais aussi dans celui de la protection de l'enfant.

Son président, Amédée Louis-Fernand, connaît depuis longtemps le Gabon sans y avoir eu d'activités. Mais depuis 2010, il s'est rendu compte que le Gabon souhaitait vraiment mener des actions sociales efficaces. On peut à ce titre marquer la volonté politique au plus haut niveau, une stratégie d'investissement humain et des moyens financiers permettant de la ren-

dre concrète sur le terrain. Depuis lors, Amédée Louis-Fernand a rencontré plusieurs hauts responsables du Gabon et notamment Mme Dikoumba, Ministre délégué à la Prévoyance Sociale ainsi que Mme Brigitte Anguille Mba, Ministre de la Prévoyance Sociale et de la Solidarité Nationale. Cette dernière lui a exprimé tout l'intérêt qu'elle portait à l'expertise de Cœur et Conscience dans le domaine de la protection de l'enfant.

Quant à Mme Dikoumba, Ministre délégué à la Prévoyance Sociale, elle a exprimé un vif intérêt pour que cette ONG crée une antenne au Gabon afin d'aider à mettre en place un réseau de familles d'accueil au Gabon et apporter d'une façon plus large son expertise dans le cadre de la protection de l'enfant. Amédée Louis-Fernand s'est laissé convaincre et a décidé de créer une antenne à Libreville. La prochaine étape consistera à mettre en place une convention de partenariat entre l'État et l'ONG, afin que cette dernière apporte sa collaboration aux actions menées dans le cadre de la protection de l'enfant ainsi qu'à la mise en place d'un réseau de familles d'accueil.



Amédée Louis-Fernand, Président de l'Ong Cœur et Conscience

Caravane du Cinéma en plein air, sponsorisé par Beaufort Lager Beer



La Sobraga est connue comme un acteur économique majeur dans la fabrication de différentes marques de bières et de boissons gazeuses, entre autres, au Gabon, depuis déjà 50 ans. Mais c'est aussi une société citoyenne qui œuvre dans le social. C'est dans cette optique que ses responsables ont eu l'ingénieuse idée de faire de la marque Beaufort le support, voire le sponsor, de l'industrie cinématographique au Gabon. Le premier moment majeur de ce nouveau concept s'appuiera sur une caravane de projection cinématographique en plein air. Cette caravane de « cinéma en plein air » va parcourir le Gabon profond et fera le bonheur des populations provinciales et départementales.

Les films seront projetés dans 9 villes de 6 provinces du Gabon. Ce sont au total 32 films populaires gabonais qui seront vus. Ces projections seront logiquement gratuites et se feront dans les grands centres urbains et sur un gigantesque écran de 50 m² soit de 10m sur 5m.

Il s'agit pour les responsables de la Sobraga de promouvoir le cinéma gabonais grâce à une marque de bière très prisée par les Gabonais et autres résidents africains du pays. Au-delà des films, les populations du Gabon profond apprécieront à juste titre les acteurs locaux et les promoteurs nationaux de ce cinéma. Par cette caravane, la Sobraga voudrait créer une politique commerciale de proximité avec les consommateurs et, en même temps, créer une proximité entre Beaufort et le cinéma gabonais.



Choix de la période

C'est l'absence de salles de cinéma aussi bien à Libreville qu'à l'intérieur du pays qui a amené de Joël Gallato, Directeur Marketing de la Sobraga, représentant de la marque Beaufort au Gabon, à concevoir et mettre en pratique ce vieux concept du cinéma en plein air, pour apporter du plaisir et de l'évasion au plus grand nombre. Et la période choisie est celle de la saison sèche, période des vacances par excellence.

Choix des films

Le choix des films a été fait en collaboration avec l'Institut Gabonais de l'Image et du Son (l'IGIS), principal producteur des films gabonais. Ainsi, la Sobraga a travaillé avec l'IGIS mais également avec des partenaires indépendants pour avoir un spectre assez large de films gabonais de qualité qui attireraient le maximum de gens.

EMPLOI ET CROISSANCE

Une croissance économique soutenue et un faible taux de création d'emplois

La lutte contre le chômage des jeunes est l'un des enjeux majeurs du pacte social entre les acteurs publics, privés et associatifs. Par conséquent, l'emploi des jeunes est considéré comme une priorité nationale. C'est pourquoi, la Banque Mondiale, en partenariat avec les secteurs publics et privés, a publié son rapport sur l'emploi et la croissance, sur la résolution du problème très complexe du chômage des jeunes, mais aussi de saisir une véritable opportunité de valoriser notre potentiel humain pour qu'il devienne un formidable levier du développement économique et social du Gabon. Cette initiative devra donc faire l'objet d'un traitement volontariste et déterminé, à même de concevoir et de mettre en œuvre des solutions durables et adaptées à notre environnement socioculturel.

Par Nargo Nono



L'économie gabonaise, malgré un taux de croissance moyenne soutenue depuis 40 années, de 4 % par an, enregistre malheureusement un faible taux de création de l'emploi, selon le rapport d'une étude menée par la Banque Mondiale à la demande du ministère de l'Economie, de l'Emploi et du Développement durable du Gabon. Et cela en dépit de ses ressources naturelles qui font de lui l'un des pays à fort revenu par tête d'habitant du continent africain. Toutefois, il faut relativiser dans la mesure où notre pays est entré depuis 1986, dans un cycle de récession économique très prononcée. La chute des cours du pétrole a aggravé le climat et de toute évidence des dysfonctionnements et des déséquilibres engendrés ont fragilisé encore plus une économie essentiellement de rente.

L'économie gabonaise se caractérisant par une faiblesse à produire, de manière pérenne et intégrée, des richesses à fortes valeurs ajoutées, la conséquence s'explique logiquement par la faiblesse et la précarité de rendement de son secteur secondaire. Cette économie reste dépendante des matières premières d'exportation et des produits miniers, et donc, une offre d'emploi très restreinte par rapport à la demande. A ce jour, le Gabon ne dispose pas de moyens adaptés pour élaborer et conduire une politique de préservation de l'emploi en rapport avec des contraintes économiques et sociales auxquelles il se trouve confronté. En effet, le problème du chômage touche tous les niveaux de notre société, c'est cette particularité qui explique l'extrême complexité de ce phénomène.

Une alternative de croissance plus inclusive, Le Plan Stratégique Gabon Émergent,

La population gabonaise est très jeune, soit environ 40% de moins de 25 ans de la population globale du pays. Malheureusement, le pays compte

150 000 chômeurs parmi une population estimée à 1,5 million d'habitants, et les jeunes sont particulièrement touchés, avec un taux de chômage de 26 % chez les actifs de 25 à 34 ans, et 35,7% pour la tranche de 15 à 24 ans, selon ce rapport, les principaux freins à la création d'emplois et de formuler les recommandations en vue «de faire de la mise en œuvre du Plan Stratégique Gabon Émergent, une alternative de croissance plus inclusive». 60% de ces chômeurs sont des femmes, 66% d'entre eux sont des primo-demandeurs d'emploi. Le phénomène s'observe surtout en milieux urbains. Selon les tranches d'âge, le taux de chômage varie, il est de 47,1% pour la tranche d'âge des 15-24 ans ; et de 25,1% pour la tranche d'âge des 25-59 ans.

« **Ce niveau de chômage observé est d'environ 10 fois plus élevé qu'au Cameroun et quatre fois plus que la moyenne des pays à revenu intermédiaire** », s'alarme le rapport qui prévient qu'«un taux de chômage aussi important (plus d'un jeune sur trois) est une source potentielle de troubles sociaux». Surtout, au cours des 25 dernières années, le niveau de l'emploi privé formel a épousé une courbe décroissante, avec 41 000 actifs il y a deux ans contre 74 000 actifs en 1985.

A part la crise financière de 2008 et l'effort d'ajustement structurel consenti entre 1986 et 2002, l'étude de la BM explique la baisse de l'emploi formel et le fort taux de chômage du Gabon par la forte dépendance de ce pays au secteur pétrolier.

En 2011 le secteur pétrolier représente 49 % d'un Produit Intérieur Brut (PIB) évalué à 17,35 milliards USD, 83 % des recettes d'exportation et 54 % des recettes budgétaires. Or, l'industrie pétrolière, soumise aux aléas du marché international, n'est pas génératrice intensive de main d'œuvre. De surcroît, note le rapport, « les poussées inflationnistes résultant des booms successifs du secteur pétrolier ont largement contribué à augmenter le coût des facteurs de production, à

dégrader la compétitivité du pays ».

Inadéquation Formation/Emploi

L'employabilité des jeunes, est une préoccupation majeure qui anime tous les débats aujourd'hui. En effet, l'emploi des jeunes fait partie intégrante de la déclaration du millénaire et des questions dont dépend la réalisation d'autres objectifs, notamment la réduction de la pauvreté. Cependant, avec les nouvelles dynamiques d'emploi, les jeunes sont de tout temps confrontés à plusieurs vulnérabilités qui sont liées au redressement de l'économie mondiale et au fait que le marché du travail devienne de plus en plus exigeant. De plus, l'inadéquation entre l'offre de formation et la demande de main-d'œuvre sur le marché du travail est devenue une tendance persistante et croissante. La nécessité d'améliorer le lien entre la formation - les compétences - les qualifications - et les besoins du marché du travail est une réalité qui s'impose à tous si l'on veut améliorer l'employabilité des jeunes et faciliter leur insertion professionnelle.

L'on observe un très fort décalage entre la formation tant initiale que continue et les besoins du marché. Par exemple, la filiale locale de la multinationale singapourienne Olam éprouve de la peine à trouver des ressources humaines nécessaires à la matérialisation de ses projets agro-industriels évalués à 2,2 milliards USD. Alors que 75 % des profils recherchés par Olam concernent l'agronomie, la maintenance industrielle ou la logistique, 63 % d'étudiants gabonais ont embrassé des filières littéraires ou des sciences humaines. Il est évident qu'une partie du chômage des jeunes est dû à cet écart.

A ce titre, il est recommandé qu'un effort particulier soit fait dans le sens de renforcer les liens entre le monde du travail et le monde de la **formation**. La formation initiale doit être fortement liée aux besoins prospectifs du marché du travail et doit privilégier les formations de courtes durées qui sont très demandées. De même les formations en alternance entre l'entreprise et les organismes ou établissements de formation sont à développer, dans la mesure où elles s'adaptent aux situations de déperdition, d'abandon scolaire, et peuvent, à ce titre, constituer « l'école de la seconde chance ». La formation adaptation/reconversion et la formation continue doivent également s'inscrire dans cette logique. L'amélioration de l'employabilité des jeunes est tributaire de la qualité de la formation. La recherche de cette qualité doit en conséquence être au cœur des préoccupations des décideurs et ne doit en aucun cas, être sacrifiée au profit de la quantité.

Parmi les facteurs qui expliquent également, cette inadéquation, figure la faible qualité du système éducatif de base, qui résulte d'un taux de redoublement de 37 % alors que la moyenne africaine est de 15 %, lui-même causé par des difficultés d'accès aux outils pédagogiques ou au surpeuplement des salles de classe.

L'étude montre aussi du doigt la faible couverture scolaire et le faible rendement de l'enseignement technique et professionnel, marqué par un nombre d'élèves inscrits dans un établissement technique et professionnel trois fois moins élevé qu'au Cameroun ou en Tunisie. Résultat, absence de profil adéquat et en conséquence, plus de 80 % des diplômés sont recrutés dans des secteurs pour lesquels ils n'ont pas de qualification, selon le rapport.

lieu des affaires et de l'entrepreneuriat et les jeunes qui viennent d'intégrer le monde de l'entreprise.

Une grande participation des grandes écoles et une forte présence des jeunes

Je prendrai seulement la précédente édition où il y avait une soixantaine d'écoles, pour cette 4^e édition nous sommes à plus de soixante-quinze. On a constaté une forte présence des jeunes. Il faut noter que cet événement tombe à point nommé quelques jours après la délibération de la dernière session du baccalauréat. Nous sommes en partenariat avec le cabinet Exodus, qui fait du management pédagogique, et ce sont les conseillers pédagogiques qui entretiennent les nouveaux bacheliers.

Diagnostic de la situation de l'emploi

Dans le monde de l'Education il y a deux choses, une personne diplômée et une personne bien formée. Il va falloir, par rapport aux ambitions de



Au-delà, peu de ressources budgétaires sont consacrées au secteur éducatif et de manière inefficace. En 2009 le pays a alloué 13,4 % de son budget, soit 2,7 % de son PIB, à l'éducation, alors que la moyenne en Afrique subsaharienne s'évalue à 19 % du budget national correspondant à 5 % du PIB.

Un environnement des affaires propice

Classé 170^e sur 183 pays dans le rapport Doing Business 2013, le Gabon fait piètre figure dans la protection des investisseurs, la création d'entreprise, l'exécution des contrats, les transferts de propriété, les paiements des taxes et impôts et la gestion de l'insolvabilité. De plus, bien qu'ayant enregistré d'énormes progrès à travers notamment la réforme de la Chambre de commerce et la création du centre de développement de l'entreprise, le cadre institutionnel ne favorise pas la promotion des PME pourtant susceptible de constituer un puissant levier de diversification de l'économie.

Le rapport déplore aussi que « *le Gabon a mis en place un système de protection sociale généreux pour le travailleur mais coûteux pour les entreprises* ». Sur les 22,6 % de cotisations sociales prélevés sur les salaires, l'employeur supporte 20,1 % contre 2,4 seulement pour l'employé. Les conditions d'une croissance génératrice d'emplois passent notamment par « *l'adaptation progressive du système éducatif aux besoins de l'économie, l'amélioration du climat des affaires à travers un renforcement du dialogue entre l'Etat et le secteur privé, l'assouplissement de la législation du travail et la réforme de la sécurité sociale* », rappelle le rapport.

Les causes profondes du phénomène du chômage au Gabon peuvent être résumées en trois principaux types : i) les causes institutionnelles (méconnaissance des politiques d'emploi et non intégration de ces politiques dans les programmes de formation et d'enseignement initiaux, mais surtout dans les mécanismes de développement du secteur privé pourvoyeur d'emploi et donc de richesses) ii) les causes économiques (orientation de l'économie non adaptée aux contraintes de croissance, et faiblesse de l'économie face à la compétitivité des marchés extérieurs) iii) les causes d'origine financière (gestion des ressources non adaptée aux besoins réels de l'économie en termes d'objectifs de développement et donc du maintien de la croissance qui favorise la création des emplois).

Source : Rapport de la Banque Mondiale sur la croissance et l'emploi au Gabon

4^e ÉDITION DE LA JOURNÉE D'INTÉGRATION INTERUNIVERSITAIRE

Adéquation formation entrepreneuriat et autonomisation de la jeunesse africaine

De nombreux étudiants ont fait le déplacement pour cette 4^e édition de la Journée d'intégration interuniversitaire dont le thème était « Adéquation formation entrepreneuriat et autonomisation de la jeunesse africaine ». Les étudiants ont été particulièrement intéressés par la journée d'orientation qui a connu un franc succès. Vincent Ella Ondo, le président du comité d'organisation, trace ici les grandes lignes de cette manifestation et ses grands enjeux pour la jeunesse gabonaise.



Vincent Ella Ondo : Les objectifs de cette journée visent à réduire le taux d'orientation hasardeux des étudiants en les informant avec précision sur les différents débouchés des filières. Cette journée vise également à pro-

mouvoir l'entrepreneuriat au sein de la population estudiantine. C'est une journée inédite et contrairement aux trois précédentes éditions, la quatrième édition a la particularité de se dérouler sur trois jours. La première journée étant consacrée au conseil pédagogique et psychologique en orientation, la deuxième journée est axée uniquement sur des conférences avec plusieurs thématiques dont celle bien sûr de l'entrepreneuriat. La troisième journée est par contre consacrée à l'exposition, avec les stands des différentes écoles présentes à cet événement. Les grandes écoles et universités présentent aux nouveaux bacheliers des choix de formations. Au niveau de l'entrepreneuriat, des rencontres ont été organisées entre les anciens du mi-

notre pays, se dire que l'on a besoin de gens qui créent de la richesse. Pour rendre l'économie gabonaise plus compétitive, il faut des créateurs de richesse et non des gens qui demandent un partage de richesses. Nous avons plus de demandeurs d'emplois que d'offres. Nous devons remédier à cette situation. Le paradoxe que nous constatons c'est que nous avons au Gabon un taux de scolarisation élevé mais un trop grand nombre de personnes au chômage. Une des explications réside dans le choix des filières, et cela résulte de l'absence de programmes d'orientations dès la fin d'année de collège. Il est important de comprendre que le développement de l'activité industrielle se fait avec des compétences technologiques et techniques, or il y a une majorité de personnes formées dans les domaines littéraires. C'est autant de problématiques qui ont été analysées et dont des esquisses de solution ont pu être données. Parmi les pistes de solution on peut retenir l'auto-emploi et l'autonomisation des jeunes.

Les nouveaux défis pour le CAMES

Analyse de l'enseignement supérieur privé avec le docteur Iyembit Esnel, Président de l'African University Of Management (AUM), spécialiste auprès du CAMES (Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur), l'instance qui gère l'enseignement supérieur dans l'espace d'Afrique francophone.



Dr Esnel Iyembit, Président de AUM

Le CAMES est une organisation régionale inter-gouvernementale dont la création a été décidée par la Conférence des Chefs d'Etat des pays membres de l'Organisation Commune Africaine et Malgache (OCAM), tenue à Niamey au Niger les 22 et 23 janvier 1968. La convention rela-

tive à son statut et à son organisation a été signée par seize Chefs d'Etat ou de Gouvernement le 26 avril 1972 à Lomé au Togo. Le CAMES compte aujourd'hui 19 membres répartis entre l'Afrique Centrale, l'Afrique Occidentale, la Région des Grands Lacs et l'Océan Indien. Cette institution est reconnue pour sa crédibilité et est considérée comme un modèle réussi d'intégration panafricaine en matière de mutualisation des ressources de l'enseignement supérieur et de la recherche.

A la création du CAMES en 1968, l'option prioritaire de l'enseignement supérieur en Afrique francophone subsaharienne se résume à fournir des cadres et des techniciens à l'administration publique pour assurer la relève de l'assistance technique française. Aujourd'hui, la problématique de l'enseignement supérieur et de la recherche en Afrique francophone subsaharienne se pose en termes de qualité, d'efficacité, de pertinence d'efficacité, d'attractivité, de compétitivité, de croissance et de développement. Cela signifie que nos systèmes d'enseignement supérieur et de recherche ont aujourd'hui de nouveaux et nombreux défis à relever auxquels le CAMES, organisme facilitateur, doit nécessairement s'adapter afin de jouer pleinement son rôle de leader.

Apport de l'enseignement supérieur privé au Gabon, insuffisance et piste de solution

Au Gabon on compte actuellement près de 33 universités et écoles supérieures. La création des universités et écoles supérieures privées complète les offres de l'Etat. Leur foisonnement est une chose positive car plus elles sont nombreuses plus il y a de la compétition. Par la compétition, on a une amélioration de la qualité d'enseignement dispensée. Il ne faut pas oublier que la notoriété d'une école ou d'une université privée ou publique dépend de la qualité de ses enseignants et de ses étudiants. Dans un monde de compétition on ne peut pas tricher longtemps. Ce que les parents cherchent, c'est une formation qualifiante, qui permet à l'apprenant de trouver sa place dans le marché de l'emploi. Cependant, malgré cet avantage que peut représenter l'abondance ou la multiplicité des établissements d'enseignement supérieur privé, il est déploré une insuffisance de plateaux techniques, notamment le niveau de formation des enseignants, d'où un grand recours aux professionnels.

L'une des solutions pour pallier ces manquements des établissements supérieurs privés passe par une mutualisation des compétences et des outils. Il y a un besoin de coopération entre ces établissements mais aussi avec ceux d'enseignement public. On peut également imaginer, pour un meilleur rendu du privé, un suivi plus strict des autorités du pays.

Solution du CAMES

Le CAMES propose un plan stratégique sous l'impulsion du Pr. Mbatchi, Secrétaire Général de l'institution. Le plan stratégique, qui couvre la période 2015-2019, illustre un changement de politique managériale. En adéquation avec la mission, les valeurs et la vision du CAMES, en tenant compte de ses forces et faiblesses, mais également les facteurs externes susceptibles d'affecter négati-



tivement ou positivement son développement institutionnel, sept axes stratégiques ont été retenus. Le premier axe est de doter l'institution d'un code éthique et déontologique, de moderniser la gouvernance, la doter d'une double virtuelle dénommée Programme Silhouette du CAMES. Un autre axe est le renforcement de la démarche qualité dans toutes les activités et programmes du CAMES et dans les universités et les centres de recherche des pays membres. Le 5^e axe porte sur le soutien et la valorisation de la recherche et l'innovation. L'avant-dernier axe concerne le développement des synergies des partenariats et programmes innovants. Le dernier axe vise à accroître le rayonnement et la visibilité du CAMES.

SPM



African University of Management

AUM, UNE FORMATION
RÉPONDANT AUX STANDARDS
INTERNATIONAUX



NOS DIPLÔMES :

BACHELOR : BAC + 3
MASTER : BAC + 5

- 01** ADMINISTRATION DES AFFAIRES
- 02** INTERPRETARIAT ET LANGUES
- 03** SCIENCES ECONOMIQUES
- 04** DROIT PRIVE ET SCIENCES POLITIQUES
- 05** STRATEGIE & COMMUNICATION

BP 16374 LBV bld President Leon Mba
à côté de la station Oilibya après l'UOB
Tel +241 05543010 / 05543011
+241 05543012 / 05543013

www.aum-gabon.com

Le Culte de l'Excellence

MOTO SHOW SAISON 2, BILAN SUITE ET FIN

La Sobraga, principal sponsor, via sa marque XXL, donne son satisfecit

C'est en compagnie de Kathyna Mbaye, chef de produit de la marque XXL, que nous avons dressé le bilan de cette grande rencontre de la moto en prenant en compte le point de vue du sponsor de la 1re heure qui est toujours parmi les principaux promoteurs de cette édition 2014.



XXL boisson énergisante qui promeut les valeurs de dépassement de soi, d'ultime effort, et même de sport dit extrême, ne pouvait avoir si belle occasion qu'une manifestation comme le Moto Show. Ce fut une occasion pour la marque, qui est

nouvelle sur le marché, de se faire connaître des participants, des exposants et surtout du nombreux public qui a massivement répondu présent à cette deuxième édition. Le Moto Show était une aubaine pour XXL, pour deux raisons. D'abord, l'envergure que les organisateurs, en l'occurrence Yoka Production, tenaient à donner à l'événement. En effet, il a connu une forte affluence, qui est allée au-delà des attentes des organisateurs, et ce dès la première édition (avec une visite du Chef de l'Etat lors de la 1re édition). La seconde raison reste le défi organisationnel qu'une telle manifestation requerrait et à ce titre également, ce fut un véritable succès dont on n'enregistre que des retours positifs. Car la

gestion de la logistique pour une manifestation de férus de moto quad et autres n'est pas une mince affaire. En effet, entre les assurances du site, des véhicules des athlètes, des mesures sanitaires, sécuritaires, les défis étaient de plusieurs ordres. Ils ont tous été relevés. La réussite fut encore plus grande car il n'y a pas eu d'accident chez les athlètes. Lorsqu'on réalise que c'est une discipline à haut risque d'accident, c'est une véritable prouesse.

dent pas trop. Dès qu'un événement est populaire, il trouve tout de suite l'adhésion des Gabonais. Ce fut aussi un succès car en plus de XXL en tant que principal sponsor, un deuxième s'est ajouté, pour rendre encore l'événement plus riche. La Sobraga (Société des brasseries du Gabon) répondra toujours présent lorsqu'il faut répandre de la bonne humeur et du divertissement. A ce titre, elle réitère son soutien à Yoka Production non seulement pour les prochaines éditions du Moto Show mais également se dit intéressé pour l'organisation de manifestations de ce type. Il permet avant tout de vulgariser la marque qui peut passer par des séances de dégustation et des activités ludiques.



Kathyna Mbaye

Vulgariser la marque XXL Sobraga

On constate que les Gabonais n'en deman-

2^{ème} EDITION MARATHON DU GABON

Jamais un sans deux après le succès retentissant de la première édition



Le départ de la course du Marathon Gabon

Rendez-vous pris pour le 29 et 30 novembre prochain à Libreville. Les prévisions relatives au nombre des participants portent sur plus de 12000 athlètes. Une compétition dont les Librevillois et autres marathoniens africains se sont appropriés et qui augure une fois encore, d'un grand succès. En effet, des 9 000 hommes, femmes et enfants qui avaient pris le départ de l'une des cinq courses au programme du Marathon, les organisateurs sont passés à plus de 12.000 compétiteurs de tous âges comme pour vivre de grands moments d'émotion. Cette belle expérience intergénérationnelle est renouvelée avec plusieurs innovations au programme. Selon Sébastien Bottari, directeur de l'événement, il aura au cours de ce marathon Gabon 2014, des meneurs d'allure en charge d'entraîner, conseiller et aider les participants durant la course. Jusqu'au jour

de départ de la course, des entraînements sont prévus tous les dimanches en face du Lycée Léon Mba, pour accompagner toutes les personnes qui souhaitent prendre part au marathon de Libreville.



Une vue aérienne des cours du Marathon Gabon

SANTÉ

Cinq conseils pour garder le moral à son retour de vacances

Difficile de retrouver son bureau dans la grisaille et de replonger dans le tourbillon d'activités après avoir goûté au farniente, au plaisir et à la liberté. Pas question cependant de perdre le bénéfice de votre repos. Allez-y en douceur, recommande un expert en psychologie positive chez Midori Consulting.



Pour garder le moral à votre retour de vacances, gardez-vous un sas de « re-compression ». Déconnecter durant trois semaines ou un mois reste indispensable mais reprendre le collier peut être déprimant voire violent si l'on n'y prend garde. Il ne s'agit pas de passer sans précaution d'une phase de décontraction totale à une phase de tension aigüe. Pour faire fructifier sa bonne énergie engrangée cet été, mieux vaut transiter par un sas de « re-compression » et se focaliser sur ce qui ne dépend que de soi. Cinq recettes efficaces.

1. Se ménager quelques jours d'échauffement

Comme le corps, le cerveau a besoin de se réaccoutumer à un rythme de travail soutenu. Lui aussi, sous les parasols ou sur les sentiers de randonnée, s'est démobilisé tant d'un point de vue cognitif (mémorisation, logique, concentration...) qu'émotionnel (montée d'adrénaline, réactivité...). Alors, inutile de faire un « claquage » de neurones en lui soumettant d'emblée des sujets complexes. Prévoyez au contraire trois jours pour le réactiver

gentiment. Pas de réunions marathon, pas d'entretiens de fonds, ni de lectures ardues ou de négociations délicates durant 72 heures au moins. Le cadre ou le dirigeant est incité à maquiller son agenda pendant ce laps de temps en inscrivant de faux rendez-vous afin de se rendre indisponible aux sur-sollicitations internes. Ce sont des petits mensonges passagers.

2. Eviter de se précipiter sur ses mails

C'est un réflexe. Le 1er jour, vous vous ruez sur votre courrier papier et sur votre messagerie électronique. Et si vous refreiniez cet élan ? De fait, vous avez souhaité vérifier qu'on ne vous a pas oublié durant vos congés, que la société X est toujours dans votre portefeuille et que Luc vous attend bien pour démarrer le projet Z. Mais si c'est urgent, capital, vous serez rappelé. Et la somme des messages à dépouiller risque de vous happer et de vous stresser.

Réservez plutôt vos premières heures à l'équipe afin de reprendre contact avec elle et d'identifier ses attentes. Cette seule attention l'apaisera. Puis attellez-vous aux tâches ingrates, vous les éclusez plus vite le matin quand l'esprit est frais. Ne lisez vos mails que dans l'après-midi et terminez la journée sur des tâches agréables, histoire de rester sur une note positive.

3. Conserver les bonnes habitudes estivales

Qu'est-ce qui vous a fait du bien durant ces vacances ? Les longues nuits de sommeil, la petite sieste de 15 heures, les discussions animées entre amis, le loisir de mitonner de bons petits plats... Listez point par point tout ce qui a vous a procuré de la plénitude et évacuez tout ce qui était excessif ou trop décalé (les horaires notamment). L'idée de ce mémo est de vous aider à persévérer sur ce chemin du bien-être (manger sainement, faire du

sport, dormir...) en éradiquant les mauvaises habitudes du cadre pressé que vous avez été durant toute l'année : repas trop lourds ou trop rapides, nuits trop courtes, soirées trop studieuses... Il est vivement conseillé de partir en week-end en septembre et octobre pour prolonger ces moments de détente de l'été et apprendre à équilibrer votre rythme de vie.

4. S'interdire les "prises de tête" stériles

Vous avez envie de tout bazarder, de mener une autre vie. Vous étiez si bien loin de tout. Méfiez-vous des grandes remises en question existentielles qui surgissent lors de toute reprise après une longue absence. Analysez plutôt les émotions négatives qui vous assaillent. Vous éprouvez de l'inquiétude ? Sachez qu'elle relève souvent de « l'anxiété de la performance », la peur de ne pas y arriver. De la tristesse ? Elle masque le plus souvent de la nostalgie ou une perte de sens au travail. A partir de cette analyse fine, vous pourrez agir sur des éléments que vous contrôlez : chercher une formation, gérer les dossiers autrement, guetter une mission inédite, partir tôt...

5. Programmer des temps conviviaux collectifs

C'est une bonne façon de vous mettre du baume au cœur ainsi qu'à toute l'équipe. Dès maintenant, planifiez sur votre agenda 2014-2015 en particulier, les moments d'échange et de partage festifs avec vos collaborateurs : repas, dégustations, visites... Ces espaces de récupération sont essentiels pour tout le monde. Et ce sont des espaces que vous pouvez canaliser et maîtriser, à l'inverse de la charge de travail imprévisible. Prévoir une demi-journée par mois ou une journée tous les mois et demi avec le collectif paraît un bon tempo. En outre, vous vous projetez sur un avenir plaisant et ça, ça requinque !

Source :www.lentreprise.lexpress.fr

Les aliments contre le cancer

L'alimentation est un élément clé dans la prévention de cette maladie. Voici cinq alliés de taille à mettre aussi souvent que possible au menu.



L'ail, spécial sphère digestive

Ses bienfaits : les légumes de la famille des alliacées (ail, oignon, poireau...) renferment des composés soufrés qui accélèrent l'élimination des substances cancérigènes. En consommer régulièrement abaisserait les risques de développer des cancers, en particulier ceux du système digestif (estomac, intestin, côlon).

Les recommandations : 6 gousses d'ail cru par semaine. Pensez à en glisser dans vos salades ou dans vos plats en fin de cuisson, car l'une de ses enzymes bienfaitrices est désactivée par la chaleur.

Les choux, la famille détox

Leurs bienfaits : leur principal atout est leur richesse en composés soufrés et en particulier en glucosinolates. Lors de la digestion, ils se transforment en isothiocyanates, des molécules qui activent les systèmes de détoxification et accélèrent l'élimination des substances cancérigènes, les empêchant de provoquer des dommages sur le matériel génétique des cellules.

Les recommandations : au moins 2 fois par semaine. Evitez de les cuire à l'eau bouillante, car les composés soufrés s'échappent dans l'eau de cuisson, ni trop longtemps, pour préserver les enzymes qui permettent la conversion des glucosinolates.

Le curcuma, la star anti-inflammatoire

Ses bienfaits : il renferme de la curcumine, l'une des molécules les plus anti-inflammatoires du règne végétal. Or l'inflammation joue un rôle dans l'apparition de nombreuses maladies. En empêchant la fabrication de molécules inflammatoires par les cellules précancéreuses, la curcumine aide à ce qu'elles ne se déclarent pas en cancer.

Les recommandations : son effet est maximal avec 1 pincée chaque jour. Mais si on pense à en ajouter régulièrement à ses plats, c'est déjà bien. Il faut le consommer avec un corps gras comme de l'huile pour faciliter son absorption intestinale et l'associer à du poivre dont la pipérine potentialise les effets.

Tomate et soja : deux aliments anti-cancer de la prostate

Les hommes feraient bien d'ajouter de la tomate et du soja à leur régime alimentaire. Selon une étude américaine, ces aliments permettraient de réduire considérablement le risque de cancer de la prostate.

On nous recommande déjà de consommer 5 portions de fruits et légumes chaque jour, voilà qu'une nouvelle règle alimentaire devrait intéresser plus particulièrement les hommes. Selon des scientifiques de l'Illinois, ils devraient se nourrir quatre fois par semaine de tomates et deux fois par jour de soja afin de limiter les risques de cancer de la prostate.

En effet, selon des recherches menées par des scientifiques de l'université de l'Illinois, la tomate et le soja, pris alternativement ou ensem-

ble, seraient deux aliments qui aideraient à réduire les effets du cancer de la prostate.

Les auteurs de l'étude ont séparé des souris en quatre groupes : un groupe n'était nourri que de tomates, un autre que de soja, un troisième avec ces deux aliments et enfin, le quatrième ne consommait ni tomate, ni soja. Les résultats ont démontré que 45% des souris nourries de tomates et de soja ont développé un cancer contre 100% de celles qui n'avaient consommé aucun de ces deux aliments. Pris à part, la tomate et le soja ne sont pas aussi efficaces puisque 61% des souris ayant mangé uniquement des tomates ont développé un cancer et 66% de celles ayant mangé exclusivement du soja.

Le thé vert, antioxydant mais pas seulement

Ses bienfaits : ses feuilles sont très riches en catéchines, molécules au fort pouvoir antioxydant qui peuvent représenter jusqu'au tiers de leur poids. Celles-ci bloquent l'angiogenèse, c'est-à-dire la formation du réseau sanguin nécessaire au développement des cellules précancéreuses, et facilitent l'apoptose (mort cellulaire programmée) de ces dernières.

Les recommandations : les études ont montré une réduction de 50 % des risques de cancer chez les gros buveurs de thé. Mais une consommation de 2 tasses par jour présenterait déjà des bienfaits. Préférez les thés verts japonais (sencha, matcha) et faites-les infuser assez longtemps pour une bonne diffusion des catéchines et une réduction des effets stimulants de la théine, intéressant si on le consomme en soirée.



Gabon *mon pays*
airtel *mon réseau*

Airtel, 1^{er} au Gabon, 4^{ème} mondial.



airtel